L'internement des nomades en Loire-Inférieure

Les camps de La Forge et de Choisel (novembre 1940-mai 1942)

Émilie Jouand

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/abpo/366>

DOI : 10.4000/abpo.366

ISBN : 978-2-7535-1509-3

ISSN : 2108-6443

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 30 mars 2008

Pagination : 189-220

ISBN : 978-2-7535-0653-4

ISSN : 0399-0826

Référence électronique

Émilie Jouand, « L'internement des nomades en Loire-Inférieure », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest* [En ligne], 115-1 | 2008, mis en ligne le 30 mars 2010, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/abpo/366> ; DOI : 10.4000/abpo.366

L'internement des nomades en Loire-Inférieure

Les camps de La Forge et de Choisel
(novembre 1940-mai 1942)

Émilie JOUAND

Étudiante¹

À l'heure actuelle, peu de personnes savent que, durant la Seconde Guerre mondiale, des camps ont existé à Moisdon-la-Rivière et à Châteaubriant, ceux de La Forge et de Choisel. Quant aux rares personnes conscientes de cette situation, beaucoup pensent que seul le camp de Choisel a existé, et que seuls des internés politiques y ont vécu. Très peu savent qu'en réalité le camp de La Forge-Choisel² a été créé en novembre 1940, afin d'y interner non pas des résistants mais des nomades, c'est-à-dire des Tsiganes, des forains, des vagabonds, en bref toutes les personnes ne possédant pas de domicile fixe et se déplaçant sur le territoire français. Créé sur ordre des autorités allemandes, le camp ouvre ses portes le 11 novembre 1940 et les ferme définitivement le 13 mai 1942. Mais bien que, le 4 octobre 1940, les autorités allemandes aient ordonné la concentration des nomades circulant en zone occupée, nous verrons que ces populations ont bel et bien été internées, c'est-à-dire privées de toute liberté tels des prisonniers, et soumises aux tâches les plus ingrates.

En ordonnant la concentration des nomades résidant en zone occupée, les Allemands poursuivent la politique d'exclusion pratiquée envers ces populations dans leur propre pays. Celle-ci existe depuis la fin du XIX^e siècle, suite à la mise en place à Munich en 1899 d'un service de lutte contre le « péril tsigane », fondé par le commissaire Alfred Dillman. Lorsque les nazis

1. Cet article est issu d'un mémoire de master 2 soutenu à l'université de Nantes sous la direction de Eric Fabre.

2. Afin de simplifier l'étude du camp, j'utiliserai régulièrement cette appellation, les camps de La Forge et de Choisel étant extrêmement liés : dans un premier temps, le camp de Choisel sert à agrandir le camp de La Forge. Puis le camp de La Forge devient rapidement une annexe du camp de Choisel.

arrivent au pouvoir en 1933, ils utilisent les mesures d'exclusion déjà existantes pour lancer leur politique de discrimination ethnique à l'encontre des Tsiganes : mise en place d'une politique de « lutte contre le fléau tsigane » en 1933, exclusion des écoles, de la fonction publique et de l'armée en 1934, concentration dans des camps tels que Dachau dès 1936, mise en place de lois relatives à la protection du sang et à la création de citoyens de seconde catégorie en 1939, déportation vers la Pologne de mai à octobre 1940... Après l'armistice, en France, les autorités allemandes prennent le « problème tsigane » en main. Le 4 octobre 1940, elles donnent l'ordre de concentrer les nomades se trouvant en zone occupée, les nomades étant ici assimilés aux Tsiganes³. Le 17, le *Feldkommandant* de Nantes transmet cet ordre au préfet de la Loire-Inférieure. Le camp de La Forge est créé le 7 novembre. Il ouvre ses portes quatre jours plus tard.

L'internement des nomades en France pendant la Seconde Guerre mondiale reste aujourd'hui un phénomène peu connu, bien que relativement important. Seuls quelques chercheurs ont tenté d'étudier de manière globale cette question, tels Denis Peschanski⁴, Jacques Sigot⁵, Emmanuel Philol⁶ et Marie-Christine Hubert⁷. Il existe aussi quelques travaux se limitant à l'étude d'un camp, tels ceux de J. Sigot concernant le camp de Montreuil-Bellay⁸, ceux de Marie-Christine Hubert sur celui de Saint-Maurice-aux-Riches-Hommes⁹, ou ceux de Pascal Vion concernant celui de Jargeau¹⁰. De même, une étude a été menée par François Macé sur le camp de La Forge-Choisel¹¹ mais son approche reste globalisante, l'auteur ne s'intéressant pas seulement aux nomades internés dans le camp. Ainsi, de manière générale, l'historiographie de ces camps de nomades reste succincte, l'internement des nomades étant en partie oublié.

3. Pour les autorités allemandes, les termes « tsiganes » et « nomades » désignent un même groupe de population. Cependant, un Tsigane n'est pas forcément nomade selon la loi française; il peut être forain. Et un vagabond, bien que nomade, n'en est pas pour autant Tsigane.

4. PESCHANSKI, Denis, *Les Tsiganes en France, 1939-1946*, Paris, 1994.

5. Consulter les nombreux articles écrits par cet auteur dans la revue *Études tsiganes*, n° 6, deuxième semestre 1995, p. 35-56, 57-74, 79-147 et 149-166; n° 13, deuxième semestre 2000, p. 19-28.

6. FILHOL, Emmanuel, *La mémoire et l'oubli. L'internement des Tsiganes en France, 1940-1946*, Paris, 2004.

7. HUBERT, Marie-Christine, *Les Tsiganes en France, 1939-1946. Assignation à résidence, internement, déportation*, 4 tomes, thèse de doctorat sous la direction du professeur Jean-Jacques BECKER, Université Paris X-Nanterre, décembre 1997, 942 p.

8. SIGOT, Jacques, *Un camp pour les Tsiganes... et les autres, Montreuil-Bellay, 1940-1945*, Bordeaux, 1983.

9. HUBERT, Marie-Christine, « Le camp de Saint-Maurice-aux-Riches-Hommes », dans *Études tsiganes*, n° 6, deuxième semestre 1995, p. 197-210.

10. VION, Pascal, *Le camp de Jargeau, juin 1940-décembre 1945. Histoire d'un camp d'internement dans le Loiret*, Orléans, 1995.

11. MACÉ, François, *La Forge et Choisel. Les camps de Châteaubriant. 1939-1946*, Nantes, 2004.

Dans ce contexte, il est intéressant d'étudier le camp de La Forge-Choisel en s'interrogeant sur ses particularités face aux autres camps de nomades ayant existé en France durant la même période, c'est-à-dire de 1940 à 1942. Afin d'étudier cette question, je me suis principalement appuyée sur les fonds de la sous-préfecture de Châteaubriant¹², déposés aux Archives départementales de la Loire-Atlantique. Le sous-préfet étant à l'époque le principal interlocuteur du chef de camp, les archives de la sous-préfecture fournissent, pratiquement à elles seules, une réponse à ma problématique. J'ai également construit mon analyse sur l'étude des fonds du cabinet du préfet¹³, eux aussi conservés aux Archives départementales de la Loire-Atlantique. D'autres fonds m'ont permis de trouver des renseignements intéressants, tels les fonds du Comité d'histoire de la Seconde Guerre mondiale¹⁴, ou encore les fonds allemands¹⁵. Les archives municipales de Châteaubriant m'ont apporté peu de renseignements, et je n'ai pas pu accéder à celles de Moisdon-la-Rivière.

Les différentes sources étudiées m'ont permis d'établir une chronologie très précise de l'existence du camp de La Forge-Choisel, chronologie que je relate dans une première partie. Dans un second temps, j'étudie plus particulièrement l'organisation générale du camp, ainsi que les problèmes rencontrés dans la mise en place de cette organisation. Pour finir, j'analyse le comportement des nomades dans ce camp, ces derniers ne se laissant pas emprisonner facilement.

L'internement des nomades en Loire-Inférieure : 11 novembre 1940-13 mai 1942

Les nomades en Loire-Inférieure, avant l'ouverture du premier camp

Lorsque la France déclare la guerre à l'Allemagne nazie le 3 septembre 1939, les populations ambulantes sont toujours soumises à la loi du 16 juillet 1912¹⁶. Cette loi définit trois catégories de populations ambulantes : les marchands ambulants (art. 1), étrangers ou français, possédant une résidence fixe en France; les forains (art. 2), Français ne possédant pas de résidence fixe mais exerçant une profession foraine; et les nomades (art. 3). La loi du 16 juillet 1912 définit ces nomades en négatif. Le nomade est celui qui ne possède pas : non possession du statut de marchand ambulant ou de forain, non possession d'une nationalité particulière, non possession d'une résidence fixe, et surtout non possession d'un emploi reconnu comme tel. Bref, le nomade est l'étranger, le vagabond. Il est le Romanichel, le Gitan, ou encore le Bohémien.

12. Arch. dép. de Loire-Atlantique, 2 Z 140-141, 43 W 146-149, 43 W 151-159, 43 W 163.

13. Arch. dép. de Loire-Atlantique, 1694 W 34, 1694 W 39, 1694 W 59-60.

14. Arch. dép. de Loire-Atlantique, 27 J 37, 27 J 40-41.

15. Arch. dép. de Loire-Atlantique, 52 J 30.

16. Arch. dép. de Loire-Atlantique, fonds du cabinet du préfet, 1694 W 34. Carnet d'identité forain.

La loi de 1912 permet au gouvernement français de surveiller les populations itinérantes, chacun des trois groupes possédant un document permettant de l'identifier qui lui est spécifique : un récépissé pour les marchands ambulants (art. 1), un carnet de forain pour les forains (art. 2) et un carnet anthropométrique pour les nomades (art. 3). Ces pièces doivent être présentées lors de tout contrôle des forces de l'ordre. Cependant, les nomades sont bien plus surveillés encore, puisqu'ils doivent faire viser leur carnet anthropométrique et leur carnet collectif¹⁷ à chaque arrivée et à chaque départ d'une commune. Ils peuvent donc être suivis à la trace. Cependant, cette loi, qui permet le contrôle des populations itinérantes, donne surtout un aspect légal, de par les mesures de contrôle utilisées, à la marginalisation de ces populations. Souvent marginalisées de fait par la population française, elles le sont désormais d'un point de vue législatif puisqu'elles possèdent des papiers d'identité qui leur sont propres et qu'elles sont continuellement surveillées.

Lorsque la guerre est déclarée en septembre 1939, un fort climat « d'espionnisme » règne au sein de la population française et de son gouvernement. Les étrangers et les nomades sont alors perçus comme d'éventuels espions, voire comme d'éventuels saboteurs. Dès octobre, le gouvernement français les éloigne des grands pôles politiques, économiques et militaires en les envoyant dans les campagnes françaises, dont celles de la préfecture de la Loire-Inférieure¹⁸. En novembre, le préfet restreint la liberté des nomades présents dans la zone de protection spéciale créée autour de la base navale de Quiberon, car ceux-ci pourraient espionner ou saboter. Il décide donc de regrouper les nomades vivant au Croisic et à Saint-Nazaire dans l'ancien camp de réfugiés espagnols de Juigné-les-Moutiers¹⁹. En avril 1940, quatre-vingt-dix-neuf personnes sont cantonnées dans ce camp ; dix-huit se trouvent à Derval, quatorze à Soudan et quarante-sept à Saint-Nicolas-de-Redon²⁰.

Rapidement, des mesures nationales font suite aux mesures de cantonnement des populations étrangères et nomades prises sur le plan départemental. Le 6 avril 1940, le gouvernement français devient responsable de ce cantonnement suite à la promulgation d'un décret-loi « interdisant la circulation des nomades sur l'ensemble du territoire métropolitain²¹ ». Seuls les nomades tels que définis par l'article 3 de la loi du 16 juillet 1912 sont visés par ce décret. Ils ne pourront plus circuler sur la totalité du ter-

17. Le carnet anthropométrique est individuel ; tout nomade de plus de 13 ans doit en posséder un. Le carnet collectif est une sorte de livret de famille que doit détenir chaque chef de famille, et sur lequel sont mentionnés les nom et prénoms du père, de la mère et de chacun des enfants.

18. Arch. dép. de Loire-Atlantique, fonds de la sous-préfecture de Châteaubriant, 2 Z 140. Lettre du sous-préfet au préfet, 28 novembre 1939.

19. *Ibidem*, Lettre du préfet au sous-préfet, 28 novembre 1939.

20. *Ibid.*, Lettre du sous-préfet au préfet, 13 avril 1940.

21. *Ibid.*, Décret interdisant la circulation des nomades sur la totalité du territoire métropolitain, 6 avril 1940.

ritoire métropolitain pendant toute la durée de la guerre (art. 1) et il leur est imposé de stationner dans une commune bien précise, qui leur sera notifiée par la gendarmerie ou par la police (art. 2). La circulaire ministérielle du 29 avril²² nous apprend que ce décret a été promulgué dans le but de surveiller, de contrôler et de protéger contre l'espion. Cependant, si le ministère de l'Intérieur souhaite astreindre les nomades à résider dans des lieux choisis par l'Administration préfectorale, il ne souhaite pas que tous les nomades d'un département soient concentrés dans un même lieu, car cela renforcerait leur cohésion et les rendrait plus dangereux. Le 18 mai, préfet de la Loire-Inférieure choisit alors quatre communes afin de cantonner les populations nomades : Carquefou, Sucé, La Chapelle-sur-Erdre et Sautron²³. Cependant, au 23 mai, ces populations restent cantonnées dans quatre autres communes : Derval, Soudan, Saint-Nicolas-de-Redon et Juigné-les-Moutiers²⁴. Cette situation perdure de mai à juin 1940. Après la cessation des hostilités, les nomades présents en Loire-Inférieure semblent ne plus être soumis, tout du moins matériellement, aux mesures de cantonnement puisque les quelques rapports de gendarmerie signalant leur présence les situent un peu partout sur le territoire du département, et non plus dans les seules communes de Carquefou, Sucé, La Chapelle-sur-Erdre et Sautron, ou bien dans celles de Soudan, Derval, Saint-Nicolas-de-Redon et Juigné-les-Moutiers.

Cette liberté relative des nomades cesse dès la fin de l'année 1940. Le 17 octobre, les autorités occupantes ordonnent le rassemblement et la concentration de tous les nomades présents en Loire-Inférieure : « Nous informons la Préfecture d'avoir à rassembler tous les bohémiens se trouvant en Loire-Inférieure, de les mettre dans un camp où ils seront surveillés par la police française²⁵. »

L'installation du camp et les décisions prises pour en assurer la surveillance sont placées sous la responsabilité du préfet de la Loire-Inférieure²⁶. Le 26 octobre, il promulgue un premier arrêté dans le but d'astreindre les nomades à résider dans les communes où ils se trouvent (art. 1)²⁷. En parallèle, il cherche à organiser du mieux que possible la garde du camp en vue de son ouverture imminente. Il obtient ainsi du ministre de l'Intérieur que soient mis à sa disposition vingt-et-un gardes mobiles,

22. *Ibid.*, Circulaire n° 75 de A. Bussière aux préfets, 29 avril 1940. A. Bussière est alors le directeur général de la Sûreté nationale au ministère de l'Intérieur.

23. *Ibid.*, Arrêté préfectoral du 18 mai 1940.

24. *Ibid.*, Lettre du sous-préfet au préfet, 23 mai 1940.

25. Arch. dép. de Loire Atlantique, fonds du cabinet du préfet, 1694 W 59. Note d'un *Oberleutnant* (nom illisible) de la *Feldkommandantur* de Nantes au préfet, 17 octobre 1940.

26. Le préfet est alors Philibert Dupard. Son prédécesseur, Pierre Vieillescazes, a été mis à la retraite le 18 septembre. Philibert Dupard entre en fonction le 1^{er} octobre. Monsieur Jacquet est alors chef du cabinet : c'est le cabinet du préfet qui s'occupe de gérer le camp de nomades.

27. Arch. dép. de Loire-Atlantique, fonds du cabinet du préfet, 1694 W 59. Arrêté préfectoral du 26 octobre 1940.

et ce dès le 10 novembre²⁸, afin de surveiller les quelques cent cinquante nomades décomptés dans le département²⁹. Le 7 novembre, il promulgue un second arrêté qui crée cette fois-ci le camp de La Forge à Moisdon-la-Rivière³⁰. Cet arrêté ordonne aux nomades présents en Loire-Inférieure, et tels que définis par l'article 3 de la loi du 16 juillet 1912, de se rendre au lieu dit « Les Forges » dès le 11 novembre 1940 (art. 1).

Le sous-préfet de Châteaubriant³¹ joue lui aussi un rôle important dans l'organisation et la gestion du camp. Dès octobre, il est chargé par le préfet d'organiser le futur camp. Le sous-préfet, qui n'apprécie guère les nomades³², s'empresse d'aider à la réalisation de ce projet. C'est lui qui choisit d'aménager ce camp au lieu dit « Les Forges » à Moisdon-la-Rivière. En guise d'aménagements, il se contente de faire installer une clôture tout autour des bâtiments. En parallèle, il s'occupe aussi, avec le capitaine Persuy³³, de réglementer la garde du camp, si bien que le 11 novembre, lorsque le camp ouvre ses portes, l'organisation de la surveillance est assurée³⁴.

Le camp de la Forge à Moisdon-la-Rivière

Lorsque le camp ouvre ses portes le 11 novembre 1940, peu d'aménagements ont été effectués par le sous-préfet. En réalité, seule une clôture a été installée après que le sous-préfet ait réquisitionné l'usine désaffectée appartenant à la Société Anonyme des Ferriers de l'Ouest. Le camp ainsi encerclé permet d'accueillir trois cents nomades. Les bâtiments, en très mauvais état, sont inhabitables à l'approche de l'hiver et du froid, si bien que la plupart des nomades logent dans leurs roulottes, une douzaine de personnes étant parquées dans chaque voiture. Il n'existe ni eau potable, ni système de douches, et les WC sont en nombre insuffisant. De même, aucun matériel médical n'existe. À peine un mois après l'ouverture du camp, fin novembre, deux cent vingt-deux personnes sont internées dans ce camp insalubre³⁵.

28. *Ibidem*, Lettre du préfet au ministre secrétaire d'État à l'Intérieur, 5 novembre 1940.

29. *Ibid.* Lettre du préfet au ministre secrétaire d'État à l'Intérieur, 7 novembre 1940.

30. Arch. dép. de Loire-Atlantique, fonds de la sous-préfecture de Châteaubriant, 43 W 152 (novembre 1940). Arrêté préfectoral créant le camp de Moisdon-la-Rivière, 7 novembre 1940.

31. Le sous-préfet est alors M. Arnaud.

32. Arch. dép. de Loire-Atlantique, fonds de la sous-préfecture de Châteaubriant, 2 Z 140. Lettre du sous-préfet au préfet, 13 avril 1940. Le sous-préfet les qualifie alors de « sujet de mécontentement », de « mauvais exemple », de gens peu recommandables du point de vue moral...

33. Capitaine commandant provisoirement la compagnie de gendarmerie de la Loire-Inférieure. Il est donc responsable des 21 gardes mobiles mis à la disposition du préfet par le ministère de l'Intérieur.

34. Nous verrons par la suite que la réalité était différente...

35. Arch. dép. de Loire-Atlantique, fonds de la sous-préfecture de Châteaubriant, 43 W 148. Copie de la feuille de journée numérique pour la période allant du 11 au 30 novembre, par Louis Leclercq.

Elles sont surveillées par vingt-et-un gardes mobiles, placés sous l'autorité d'un adjudant, lui-même sous l'autorité du sous-lieutenant de gendarmerie commandant la section de Châteaubriant. L'administration du camp est, quant à elle, assurée par cinq prisonniers de guerre français du camp de Choisel, mis à la disposition du sous-préfet par les autorités allemandes le 4 novembre : Georges Ardoise, régisseur du camp, qui est aidé dans son travail par Robert Martel, Jean Poirson, Pol Regnault et Alcide Nochez. Dès l'ouverture, ils doivent faire face à de nombreux problèmes, dont ceux liés au manque de crédits et à l'arrivée massive des nomades. Mais ils n'ont guère le temps d'y réfléchir profondément puisque, le 25 novembre, ils sont rappelés par les autorités allemandes pour sanctionner l'évasion de deux prisonniers du camp de Choisel. Le sous-préfet doit trouver d'urgence un nouveau régisseur pour le camp de nomades. Il accepte que le Capitaine Louis Leclercq, ancien commandant des unités disciplinaires marocaines, prenne ce poste à titre d'employé civil³⁶. Celui-ci arrive au camp le 26 novembre.

Pétainiste convaincu, le Capitaine vient au camp afin de « servir l'intérêt général³⁷ ». Il n'éprouve aucun respect pour les nomades qui ont une « mentalité toute spéciale³⁸ ». Il faut, selon lui, les rééduquer. Il porte un intérêt tout particulier aux enfants : il est plus simple de les éduquer que d'inculquer des notions de civilité à leurs parents. Cependant, ce n'est pas cela qui l'inquiète le plus : il cherche en effet plus que tout à améliorer le sort des enfants, proposant de créer une pouponnière et d'autres services de puériculture.

Nommé chef de camp le 14 décembre 1940, il est aidé depuis le 30 novembre par Pierre Brellier, secrétaire. Malgré tout, ils ne parviennent pas à régler les différents problèmes qui existent au camp : les problèmes financiers perdurent, entraînant des problèmes de ravitaillement en nourriture et moyens de chauffage, si bien que le 7 janvier, se sentant abandonné par ses supérieurs, le Capitaine donne sa démission³⁹. Mais après discussion avec le nouveau sous-préfet, Bernard Lecornu, il décide finalement de rester, ce qui fera dire bien plus tard à Bernard Lecornu que le Capitaine « passait par des périodes d'exubérance suivies de phases d'abattement », ajoutant : « Peut-être se droguait-il⁴⁰ ? » Il le décrit aussi comme étant « humain dans son comportement⁴¹ ». Il semblerait en effet que les internés

36. Louis Leclercq étant souvent appelé « Capitaine », je garderai cette dénomination tout le long de cet article. Cependant, c'est bien à titre civil, et non militaire, que Louis Leclercq organise le camp.

37. Arch. dép. de Loire-Atlantique, fonds de la sous-préfecture de Châteaubriant, 43 W 152 (janvier 1941). Lettre confidentielle de Louis Leclercq au sous-préfet, 7 janvier 1941.

38. Arch. dép. de Loire-Atlantique, fonds de la sous-préfecture de Châteaubriant, 43 W 148. Lettre de Louis Leclercq au sous-préfet, 9 janvier 1941.

39. Arch. dép. de Loire-Atlantique, fonds de la sous-préfecture de Châteaubriant, 43 W 152 (janvier 1941). Lettre confidentielle de Louis Leclercq au sous-préfet, 9 janvier 1941.

40. LECORNU, Bernard, *Un Préfet sous l'occupation allemande. Châteaubriant, Saint-Nazaire, Tulle*, Paris, 1984, p. 37.

41. *Ibidem*, p. 37.

n'aient pas eu à souffrir du comportement du Capitaine, qui tente, bien au contraire, de faire tout son possible pour améliorer au mieux le quotidien, notamment sur le plan sanitaire.

Dès l'ouverture du camp, le problème de l'hygiène est le problème le plus inquiétant. Les familles vivent entassées dans leurs roulottes, l'hygiène corporelle est inexistante ; les poux et maladies circulent, malgré les visites quotidiennes du Dr Bourigault, médecin de Moisdon-la-Rivière, et l'arrivée de l'infirmière Simone Fignon le 30 décembre 1940. En effet, bien que celle-ci tente de mettre en place, petit à petit, un service médical, les problèmes perdurent. Les jeunes enfants sont les premières victimes de cet état des choses : entre le 10 janvier et le 26 février 1941, six enfants âgés de dix-sept jours à deux ans et demi décèdent ⁴². Dans ce camp comme à Moisdon-la-Rivière, des bruits d'épidémie circulent alors, aussitôt démentis par le chef de camp.

Cependant, il faut faire quelque chose. Aménager La Forge coûterait trop cher. Il est donc projeté de faire transférer les nomades internés à La Forge au camp de Choisel, à Châteaubriant, d'où viennent de partir pour l'Allemagne les derniers prisonniers de guerre français. Le 9 février, les autorités allemandes donnent leur accord et, le 10, elles expliquent qu'elles projettent d'y envoyer des communistes en plus des nomades ⁴³. Les autorités françaises pensent, quant à elles, y interner des indésirables. Dès la mi-février, le Capitaine fait procéder aux aménagements nécessaires, de manière à pouvoir concentrer à Choisel, dans des locaux nettement séparés, les trois catégories d'individus qui doivent y être internés. Les trois cent quarante-cinq nomades de La Forge sont alors transférés à Choisel entre le 27 février et le 2 mars 1941.

Choisel, camp pour indésirables

Ce nouveau camp semble être mieux aménagé que La Forge. Il se constitue de trente-deux grands bâtiments en bois couverts de tôles ondulées. Il contient aussi une installation de douches et d'étuvage, ainsi que deux groupes de bâtiments en maçonnerie. Le tout est clôturé par des fils de fer barbelés. Les trois îlots – pour nomades, indésirables et politiques – sont eux aussi séparés par des barbelés. Maintenant, les nomades ne logent plus dans leurs roulottes, mais dans cinq des trente-deux bâtiments, qui leur servent de dortoirs. À Choisel, il existe une infirmerie, une pouponnière, un atelier familial... Ce camp a une capacité d'accueil maximale de mille sept cents personnes ⁴⁴.

42. Arch. dép. de Loire-Atlantique, fonds de la sous-préfecture de Châteaubriant, 43 W 152. Consulter les mois de janvier et février 1941.

43. Arch. dép. de Loire-Atlantique, fonds du cabinet du préfet, 1694 W 59. Lettre de l'intendant Hirtelreiter, chef de l'administration des cantonnements, au préfet, 10 février 1941.

44. 500 nomades, 400 indésirables et 800 politiques.

Dès avril 1941, les premiers indésirables et communistes arrivent à Choisel, et la population du camp est quasiment multipliée par deux, passant de trois cent quatre-vingt-quatre à six cent vingt-huit entre le 15 avril et le 15 mai⁴⁵. Le Capitaine a maintenant un rôle social et moral envers les internés. Il n'est plus seulement là pour administrer le camp ; il doit aussi guider les internés : il doit aider les nomades à s'intégrer en les « civilisant », et les communistes à retrouver le droit chemin⁴⁶. L'arrivée massive de nouveaux internés aggrave certains des problèmes déjà présents à La Forge, notamment les problèmes de ravitaillement concernant la nourriture et les vêtements. Seules les conditions d'hygiène semblent s'améliorer, du fait de la présence d'appareils sanitaires, telles les douches, et de l'arrivée de deux autres infirmières, Melle Michaut le 1^{er} avril, et M^{lle} Maynier le 24 juin, si bien que, aidé seulement de Pierre Brellier et d'une secrétaire, arrivée au camp le 15 mai, le Capitaine se sent submergé par les problèmes. Le 2 mai, perdant espoir, il donne une nouvelle fois sa démission au sous-préfet⁴⁷. Cette fois encore, le sous-préfet parvient à le faire changer d'avis et le Capitaine reste à Choisel.

Le Capitaine Leclercq doit aussi s'occuper de surveiller les différentes catégories de population du camp, afin de renseigner au mieux le sous-préfet de leurs agissements. Mais les nomades, qu'il qualifie de « remuants⁴⁸ », ne sont pas ceux qui retiennent le plus son attention. La catégorie d'internés qui lui cause le plus de tourments est celle des politiques. En mai 1941, le Capitaine qualifie leur autorité de « certaine⁴⁹ ». Néanmoins, bien qu'il les pense dangereux, il les laisse organiser le camp à leur guise, ne se rendant pas compte que les internés communistes en profitent pour mettre en place toute une organisation clandestine⁵⁰. Devant le manque de personnel, et bien qu'il les considère comme dangereux, le Capitaine prend à son service quelques internés communistes. Cela permet à l'organisation clandestine d'obtenir des renseignements, sans que le Capitaine ne se doute de rien.

Cette organisation de la gestion du camp reste en place jusqu'aux évactions de juin 1941. Le 19 juin⁵¹, le Capitaine annonce au sous-préfet que quatre internés communistes de l'îlot P3⁵² se sont évadés le jour même : Julien

45. Arch. dép. de Loire-Atlantique, fonds de la sous-préfecture de Châteaubriant, 43 W 152 (avril 1941). Situation d'effectifs au 15 avril 1941 par Louis Leclercq, 15 avril 1941. *Ibidem*, (mai 1941), Situation d'effectifs au 15 mai par Louis Leclercq, 17 mai 1941.

46. Arch. dép. de Loire-Atlantique, fonds de la sous-préfecture de Châteaubriant, 43 W 159. Lettre du sous-préfet à Louis Leclercq, 9 mai 1941.

47. Arch. dép. de Loire-Atlantique, fonds de la sous-préfecture de Châteaubriant, 43 W 152 (mai 1941), Lettre 18/L de Louis Leclercq au sous-préfet, 2 mai 1941.

48. *Ibidem*, (mai 1941), Lettre 547/M de Louis Leclercq au sous-préfet, 14 mai 1941.

49. *Ibid*, (mai 1941), Lettre 18/L de Louis Leclercq au sous-préfet, 2 mai 1941.

50. Pour en savoir plus, lire l'ouvrage de MACÉ, François : *La Forge et Choisel, les camps de Châteaubriant, 1939-1946*, Nantes, 2004, p. 62-76.

51. Arch. dép. de Loire-Atlantique, fonds du cabinet du préfet, 1694 W 39. Note de service 948/M de Louis Leclercq au sous-préfet, 19 juin 1941.

52. Îlot où sont concentrés les communistes les plus dangereux, à savoir les chefs et les intellectuels.

Raynaud, Léon Mauvais, Fernand Grenier et Eugène Hénaff. Le Capitaine supprime alors toutes les visites jusqu'à nouvel ordre⁵³. Le sous-préfet supprime quant à lui les autorisations de sortie, et le Capitaine est rendu responsable de ces évasions. Sa situation s'aggrave encore lorsqu'il annonce, le 31 juin, qu'un autre interné politique s'est évadé : Raymond Semat. Le Capitaine est éloigné du commandement et le Lieutenant Charles Moreau⁵⁴ est nommé commandant du camp. Arrivé à Choisel le 8 juillet, il décide de s'occuper des indésirables et des politiques, et confie la gestion de l'îlot nomade au Capitaine Leclercq. Cependant, le Lieutenant ploie vite sous le poids des difficultés : alors que la surveillance du courrier demande de plus en plus de travail, le Lieutenant doit faire face aux multiples plaintes des internés et de leurs familles concernant les interdictions de visite et de sortie. Face à cette situation, le chef de camp et ses collaborateurs se trouvent de nouveau débordés. Rapidement, il est décidé de renvoyer les nomades au camp de La Forge.

Dès juillet 1941, ce retour est décidé⁵⁵, notamment en raison du manque de place et du travail lié à la surveillance du courrier. Le Capitaine est choisi pour être le chef de ce second camp. Le 15 août, les autorités allemandes donnent leur accord à ce transfert⁵⁶ ; mais il ne pourra avoir lieu qu'une fois les travaux nécessaires entrepris, afin que ne se rencontrent pas à nouveau les problèmes ayant été à l'origine du départ des nomades vers Choisel au début de l'année 1941. Quatre baraques de type Adrian⁵⁷ sont alors montées afin de loger les nomades, et le camp est de nouveau clôturé.

En parallèle, le Capitaine se charge aussi de recruter le personnel médical du futur camp. Au début d'août, il apprend que seule Melle Maynier accepte d'être transférée à La Forge. Cependant, deux infirmières sont nécessaires. Le Capitaine demande alors à Melle Fignon de venir avec lui, celle-ci ayant suivi les nomades quasiment depuis l'ouverture du premier camp. Mais, le 19 août, elle refuse cette proposition, ajoutant : « J'ai eu mon compte de cette sale race⁵⁸. » Quatre jours plus tard, elle renouvelle son

53. Arch. dép. de Loire-Atlantique, fonds du cabinet du préfet, 1694 W 39. Note de service 948/M de Louis Leclercq au sous-préfet, 19 juin 1941.

54. Tout comme Louis Leclercq était appelé « Capitaine », Charles Moreau était souvent appelé « Lieutenant ». Là encore, je garderai cette dénomination tout le long de cet article. Cependant, c'est bien à titre civil, et non militaire, que Charles Moreau prend la suite de Louis Leclercq.

55. Arch. dép. de Loire-Atlantique, fonds de la sous-préfecture de Châteaubriant, 43 W 152 (juillet 1941). Lettre 1054/M de Louis Leclercq au Dr Faivre, 6 juillet 1941.

56. Arch. dép. de Loire-Atlantique, fonds de la sous-préfecture de Châteaubriant, 43 W 153 (août 1941). Note du Dr Schuster au préfet, 15 août 1941.

57. Baraques de type militaire.

58. Arch. dép. de Loire-Atlantique, fonds de la sous-préfecture de Châteaubriant, 43 W 153 (août 1941). Lettre de Simone Fignon à Louis Leclercq, 26 août 1941. Elle avait déjà cette opinion en janvier 1941, puisqu'elle voyait les nomades comme des gens à la mentalité toute particulière. Arch. dép. de Loire-Atlantique, fonds de la sous-préfecture de Châteaubriant, 43 W 152 (janvier 1941). Rapport de Simone Fignon à Louis Leclercq, 27 janvier 1941.

refus de partir pour le camp; elle est finalement révoquée. Cette situation affecte énormément le Capitaine : il perd ici une alliée précieuse, alliée des premiers moments. Il tombe malade, faisant, selon le sous-préfet Lecornu, une dépression nerveuse⁵⁹, et est hospitalisé à l'Hôtel-Dieu à Nantes. Malgré cela, le transfert des nomades vers La Forge se réalise dans le courant du mois de septembre 1941, sous la direction du Lieutenant Moreau, qui assure momentanément les fonctions du Capitaine jusqu'à ce que celui-ci se rétablisse totalement.

Les derniers mois des nomades en Loire-Inférieure

Le Capitaine sort de l'hôpital le 10 septembre. En convalescence, il doit normalement reprendre ses fonctions le 1^{er} octobre. Cependant, durant sa convalescence, il reçoit l'acceptation de son engagement pour la Légion antibolchévique (LVF)⁶⁰; il quitte son poste au camp de La Forge; le Lieutenant Moreau en devient alors le chef et est désormais chef des deux camps. La Forge devenant une annexe de Choisel, il reste en réalité directeur d'un seul camp, celui de La Forge-Choisel, Aucun employé civil n'est présent à La Forge, à l'exception de l'infirmière et de la sage-femme; ce camp est administré de Choisel. Il en est de même concernant la surveillance et la garde du camp, puisque le détachement de gendarmerie qui en a la charge est placé sous l'autorité du sous-lieutenant Touya, qui commande le détachement du camp de Choisel.

Il semblerait que le Lieutenant se sente moins concerné par le camp de nomades que par celui d'indésirables et de politiques, si bien que les nomades sont absents de la quasi-totalité des rapports. Cette implication minime résulte du fait que le Lieutenant dépense énormément d'énergie dans la surveillance des communistes internés à Choisel, souhaitant connaître leur état d'esprit. Elle se renforce encore après les exécutions du 22 octobre et du 15 décembre, dans lesquelles trente-six otages politiques de Choisel sont fusillés. En effet, face aux différentes exécutions qui ont lieu un peu partout en France occupée, les milieux communistes s'agitent. Dès janvier 1942, le ministre de l'Intérieur prévient les préfets de possibles coups de force dans les camps où sont internés des communistes. Le Lieutenant occupe alors son temps à organiser la défense du camp de Choisel en vue d'une attaque éventuelle, ne s'intéressant que de manière superficielle au camp de La Forge.

Pourtant, les problèmes existent, même s'ils ne sont pas de même nature. Les nomades souffrent dans le camp. Le manque d'espace leur pèse⁶¹. Mais la souffrance des nomades n'est pas seulement morale. Ils subissent aussi

59. LECORNU, Bernard, *Un préfet...*, op. cit., p. 47.

60. La LVF est la Légion des Volontaires Français contre le bolchevisme, formée en juillet 1941 avec l'accord des autorités françaises. Elle combat en uniforme allemand sur le front de l'Est.

61. Arch. dép. de Loire-Atlantique, fonds du cabinet du préfet, 1694 W 39, Rapport mensuel, n° 8, octobre 1941.

le froid, du fait de l'hiver et de manque de vêtements. Rapidement, de nouveaux cas de gale apparaissent, et deux cas de tuberculose sont diagnostiqués par le Dr Bourigault, qui s'occupe de nouveau des nomades de La Forge. Face à cette situation sanitaire, le préfet informe le sous-préfet qu'il faut réagir⁶². Il ne faut pas que ce qui s'est passé au camp de La Forge lors de l'hiver 1940-1941 se reproduise. Le sous-préfet a deux possibilités : soit procéder à l'aménagement de La Forge, soit faire transférer les nomades dans un autre camp. Il opte pour la deuxième solution, décidant de les envoyer à Montreuil-Bellay⁶³. Ce transfert doit avoir lieu fin février 1942. Cependant, il ne se fait pas et les nomades doivent continuer de vivre dans ce camp où aucun aménagement n'est fait pour améliorer leur quotidien.

D'autres projets visant à transférer certains internés voient le jour dès octobre 1941. Ainsi, le 16 octobre, le Lieutenant propose de transférer les nomades dans un autre camp. Les indésirables seraient alors envoyés à La Forge et il serait plus aisé de surveiller les communistes, restés seuls à Choisel. Il propose de nouveau ce projet en décembre 1941⁶⁴. Mais le sous-préfet lui répond que cela n'est guère envisageable pour l'heure⁶⁵. Le Lieutenant trouve alors une autre solution, car il veut pouvoir concentrer toute son attention sur les communistes : puisque les nomades de La Forge ne peuvent être transférés ailleurs, certains vont être libérés. Ainsi, le 8 octobre 1941, quarante-sept sont libérés⁶⁶; le 14 novembre, cent soixante-dix-sept⁶⁷; et du 24 mars au 11 mai 1942, entre soixante-dix et quatre-vingt personnes sont de nouveau libérées. Grâce à ces libérations, les effectifs du camp de La Forge ne cessent de diminuer : alors que quatre cent vingt-cinq nomades sont présents au camp le 1^{er} octobre 1941, il n'en reste que deux cent soixante-deux le 16 avril⁶⁸.

D'autres internés, n'obtenant pas leur libération, acceptent de partir travailler en Allemagne : en avril 1942, vingt nomades se portent ainsi volontaires⁶⁹.

Malgré tout, la baisse des effectifs ne permet pas de résoudre les différents problèmes et, selon les autorités françaises, seul le transfert des nomades peut mettre fin à cette situation⁷⁰. Le 16 avril, les autorités allemandes

62. Arch. dép. de Loire-Atlantique, fonds de la sous-préfecture de Châteaubriant, 43 W 148. Lettre du préfet au sous-préfet, 16 décembre 1941.

63. Camp de nomades du Maine-et-Loire, ouvert à la fin de l'année 1941.

64. Arch. dép. de Loire-Atlantique, fonds de la sous-préfecture de Châteaubriant, 43 W 155 (décembre 1941). Rapport de Charles Moreau au sous-préfet, 5 décembre 1941.

65. Arch. dép. de Loire-Atlantique, fonds du cabinet du préfet, 1694 W 39. Lettre du sous-préfet à Charles Moreau, 6 décembre 1941.

66. Arch. dép. de Loire-Atlantique, fonds du cabinet du préfet, 1694 W 59. Lettre du sous-préfet au préfet, 9 octobre 1941.

67. *Ibidem*, Lettre du sous-préfet au préfet, 14 novembre 1941.

68. Arch. dép. de Loire-Atlantique, fonds de la sous-préfecture de Châteaubriant, 43 W 153 (septembre 1941). Situation d'effectifs des internés au 30 septembre 1941 par Charles Moreau, 30 septembre 1941. Arch. dép. de Loire-Atlantique, fonds de la sous-préfecture de Châteaubriant, 43 W 156 (avril 1942). Situation d'effectifs des internés au 16 avril 1942 par Charles Moreau, 16 avril 1942.

69. *Ibidem*, (avril 1942). Lettre du sous-préfet au préfet, 18 avril 1942.

70. *Ibid.* (mars 1942). Rapport du Dr Aujaleu, 9 mars 1942.

La Forge, juin 2006

ordonnent le transfert des communistes au camp de Voves⁷¹. Celui des autres catégories d'internés est décidé à la fin de ce même mois. Tous les transferts doivent avoir lieu avant le 15 mai 1942⁷². C'est chose faite. Le 1^{er} mai, vingt-neuf indésirables hommes partent pour Rouillé⁷³; le 4, six juifs pour Pithiviers⁷⁴; le 7, quatre cent vingt-quatre politiques hommes pour Voves; le 9, trente « marchés noirs » hommes pour Gaillon⁷⁵; le 11, quatre-vingt-douze politiques et indésirables femmes pour Aincourt⁷⁶; et, le 13, deux cent cinquante-sept nomades pour Mulsanne⁷⁷. Les nomades sont les derniers à quitter le camp. Après leur départ, le camp de La Forge-Choisel est fermé⁷⁸.

L'organisation des deux camps

Un camp allemand ou français ?

Avant l'armistice, il existe, en France, toute une base législative visant particulièrement les nomades, les deux textes les plus importants étant la loi du 16 juillet 1912 et le décret-loi du 6 avril 1940. S'appuyant sur cette

71. Camp réservé aux internés politiques de sexe masculin, dans l'Eure-et-Loir.

72. Arch. dép. de Loire-Atlantique, fonds de la sous-préfecture de Châteaubriant, 43 W 158. Lettre du *Feldkommandant* au préfet, 16 avril 1942. Par suite de l'assassinat du *Feldkommandant* Hotz le 20 octobre 1941, Von Und Zu Bodman, alors *Kreiskommandant* de Saint-Nazaire, a quitté ce poste pour devenir *Feldkommandant* de Nantes.

73. Camp pour indésirables et condamnés de droit commun de sexe masculin, dans la Vienne.

74. Camp pour israélites, dans le Loiret.

75. Camp pour trafiquants du marché noir de sexe masculin, dans l'Eure.

76. Camp pour internées politiques et indésirables de sexe féminin, dans la Seine-et-Oise.

77. Camp pour nomades, dans la Sarthe.

78. Le camp de Choisel ne sera ouvert de nouveau qu'à la Libération, pour y interner les collaborateurs. Il fermera définitivement ses portes en 1946.

base législative, les autorités allemandes ordonnent la concentration des nomades. En Loire-Inférieure, cet ordre est donné au préfet le 17 octobre⁷⁹. Dans le but de ne pas choquer la population française, les Allemands se voulant rassurants, les autorités allemandes font retomber l'impopularité de ces mesures sur les autorités françaises en leur confiant la responsabilité de cette concentration. C'est donc en s'appuyant sur les lois françaises que le préfet de la Loire-Inférieure promulgue ses deux arrêtés des 26 octobre et 7 novembre 1940⁸⁰.

Malgré tout, ce camp est un camp allemand, et les autorités allemandes présentes en Loire-Inférieure se tiennent au courant de ce qui s'y passe, notamment en ce qui concerne les problèmes d'hygiène ainsi que ceux de surveillance. De même, les transferts de population d'un camp à un autre ne sont possibles que si les autorités allemandes donnent leur accord ; elles contrôlent aussi les libérations des nomades. Cependant, ces derniers n'intéressent pas vraiment les autorités allemandes ; s'ils constituent une éventuelle réserve de travailleurs, ils restent moins dangereux que les communistes, auxquels s'intéressent énormément les Allemands dès l'ouverture de Choisel. Et, rapidement, les autorités allemandes de la Loire-Inférieure se désintéressent du « problème nomade » : ainsi, une fois le retour des nomades à La Forge effectué, les autorités allemandes ne s'occupent plus guère de ces populations, sauf pour les faire libérer ou travailler en Allemagne, alors que les communistes retiennent toute leur attention.

Le camp de concentration de nomades créé en Loire-Inférieure est un camp allemand. Mais les autorités allemandes mettent tout en œuvre pour que tous croient que ce camp a été créé en vertu d'une décision française. Mis sous l'autorité du préfet dès le commencement, le camp relève, selon les autorités allemandes, du ministère de l'Intérieur français et, toujours selon elles, c'est à ce ministère de gérer les frais engendrés par ce camp. Cependant, les autorités françaises le refusent. Elles rappellent que ce camp est bel et bien le fruit d'une décision allemande⁸¹. Rappelons qu'en effet, lors de la promulgation du décret-loi du 6 avril 1940, le ministère de l'Intérieur, par le biais d'A. Bussière, expliquait clairement que la concentration de tous les nomades d'un département dans un même lieu n'était pas souhaitable⁸². Le Capitaine a tout à fait conscience de cette situation à son arrivée à La Forge lorsqu'il déclare : « Aucun texte de loi ne prévoit une

79. Arch. dép. de Loire-Atlantique, fonds du cabinet du préfet, 1694 W 59. Note allemande en provenance de la *Feldkommandantur* de Nantes, traduite par Edmond Duménil, 17 octobre 1940.

80. *Ibidem*, Arrêté préfectoral astreignant les nomades à résidence, 26 octobre 1940. Arch. dép. de Loire-Atlantique, fonds de la sous-préfecture de Châteaubriant, 43 W 152 (novembre 1940). Arrêté préfectoral créant le camp de Moisdon-la-Rivière, 7 novembre 1940.

81. Arch. dép. de Loire-Atlantique, fonds du cabinet du préfet, 1694 W 34. Lettre du préfet régional au préfet, 12 août 1943.

82. Arch. dép. de Loire-Atlantique, fonds de la sous-préfecture de Châteaubriant, 2 Z 140. Circulaire n° 75 de A. Bussière aux préfets, 29 avril 1940.

concentration des nomades en camp⁸³. » En toute légitimité, il s'interroge sur les moyens d'existence du camp.

Tous ces débats font que, de novembre 1940 à mai 1941, le département ne reçoit aucun crédit pour payer les frais engendrés par le camp, et de gros problèmes de ravitaillement se créent, concernant le matériel médical, la nourriture, le chauffage, les vêtements, etc. Les employés, épuisés et impayés, se découragent. Le 15 mai 1941, le préfet reçoit un courrier du ministère de l'Intérieur qui « règle » le problème des crédits : les autorités françaises payent les frais généraux de gardiennage et d'aménagement du camp, ainsi que les frais d'entretien relatifs aux indésirables et aux politiques internés sur ordre des autorités françaises ; les frais d'hébergement et d'entretien des nomades, internés sur ordre des autorités allemandes, sont imputés sur le compte spécial « Frais d'occupation⁸⁴ ». Mais, en réalité, cette mesure ne règle rien : les six mois de flou ont engendré de gros problèmes de ravitaillement, les fournisseurs étant rarement payés. Et malgré les crédits obtenus, la lenteur dans les paiements aux fournisseurs existe jusqu'à la fermeture du camp le 13 mai 1942, d'où les nombreux et divers problèmes de ravitaillement.

La garde et la surveillance du camp

Créé par une mesure administrative française, selon la volonté des autorités allemandes⁸⁵, le camp relève du ministère de l'Intérieur. Par conséquent, le règlement des centres de séjour surveillé relevant du ministère de l'Intérieur, daté du 29 décembre 1940, doit y être appliqué⁸⁶. Cependant, à La Forge, il ne l'est pas : en effet, selon ce texte, tous les camps qui dépendent du ministère de l'Intérieur sont des camps d'indésirables français. Mais le camp de La Forge, bien que dépendant du ministère de l'Intérieur de par la volonté des autorités allemandes, n'est pas un camp d'indésirables français. Finalement, ce sont les consignes générales données au détachement de gendarmerie du camp en novembre 1940 qui tiennent lieu de règlement dans ce camp, régulant l'organisation de la garde et de la discipline⁸⁷. Comme le

83. Arch. dép. de Loire-Atlantique, fonds de la sous-préfecture de Châteaubriant, 43 W 148. Rapport n° 1 sur le fonctionnement de La Forge, de Louis Leclercq au sous-préfet, 6 décembre 1940.

84. Arch. dép. de Loire-Atlantique, fonds de la sous-préfecture de Châteaubriant, 43 W 159. Lettre de M. Ingrand au préfet, 15 mai 1941.

85. Arch. dép. de Loire-Atlantique, fonds de la sous-préfecture de Châteaubriant, 43 W 152 (novembre 1940). Arrêté préfectoral créant le camp de Moisdon-la-Rivière, 7 novembre 1940.

86. Arch. dép. de Loire-Atlantique, fonds de la sous-préfecture de Châteaubriant, 43 W 147. Règlement des centres de séjour surveillé pour indésirables Français, 29 décembre 1940.

87. Arch. dép. de Loire-Atlantique, fonds de la sous-préfecture de Châteaubriant, 43 W 148. Consignes générales pour le détachement de gendarmerie du camp de La Forge par le capitaine Persuy commandant provisoirement la compagnie de gendarmerie de la Loire-Inférieure, 4 novembre 1940.

précisent les articles 1 et 2, les gendarmes s'occupent des internés, alors que le personnel civil ne s'occupe que des problèmes administratifs.

Au camp de La Forge, il y a vingt-et-un gardes mobiles : un adjudant, deux maréchaux des logis-chefs et dix-huit gendarmes. Les gendarmes et les maréchaux des logis-chefs sont relevés par moitié chaque quinzaine, alors que l'adjudant reste au camp trente jours. Trois adjudants se relaient à La Forge : les adjudants David, Molé et Lucas⁸⁸. Le détachement est installé à 150 mètres au sud du camp. Les gendarmes ont de multiples rôles à remplir : le corps de garde doit surveiller les personnes entrant dans le camp, ainsi que les arrivées et les départs des internés. Les autres gendarmes doivent assurer l'escorte des internés et effectuer l'appel des internés deux fois par jour. L'adjudant se charge, quant à lui, d'organiser le travail des internés, en les occupant à des corvées intérieures ou peu éloignées du camp⁸⁹.

À son arrivée au camp le 27 novembre 1940, le Capitaine Leclercq se trouve devant une situation de fait, qu'il ne cherche pas à remettre en question. Il pense se mettre au service des gendarmes afin de faciliter leur travail. Mais le sous-préfet ne l'entend pas ainsi : c'est aux gendarmes de se mettre au service du chef de camp et non l'inverse, comme le stipule le règlement du 29 décembre 1940, si bien que, dès février 1941, le Capitaine intervient dans la garde du camp, priant le commandant du détachement de refuser automatiquement les autorisations de sortie permettant aux internés de se rendre à Moisdon-la-Rivière⁹⁰. Petit à petit, le Capitaine s'immisce dans l'organisation de la surveillance du camp. Il se met en rapport avec le sous-lieutenant Lodeho, chef de la section de Châteaubriant, et tous deux organisent le transfert vers Choisel. Dès ce moment-là, l'adjudant commandant le détachement de La Forge ne reçoit plus la totalité de ses ordres du sous-lieutenant Lodeho, son supérieur direct ; mais une partie de ces ordres sont transmis du sous-lieutenant à l'adjudant par le Capitaine Leclercq.

À la suite du transfert des nomades à Choisel (du 27 février au 2 mars 1941), le Capitaine décide d'appliquer le règlement du 29 décembre 1940. Pour cela, il s'appuie sur les nouvelles consignes données au détachement de gendarmerie le 2 mars, qui rendent dorénavant le sous-préfet et le Capitaine responsables de l'organisation du travail des internés⁹¹. De plus, le Capitaine

88. Ce système de rotation perdure jusqu'à l'arrivée au camp de Choisel du sous-lieutenant Touya, entre le 22 et le 28 juin 1941. Son arrivée, qui fait suite aux évactions du 19 juin 1941, a un objectif : restructurer l'organisation de la garde et de la surveillance du camp en supprimant le système de rotation des adjudants, c'est-à-dire des chefs du détachement.

89. Arch. dép. de Loire-Atlantique, fonds de la sous-préfecture de Châteaubriant, 43 W 148. Consignes particulières pour le détachement de gendarmerie du camp de La Forge par le sous-lieutenant Lodeho commandant la section de Châteaubriant, 6 novembre 1940.

90. Arch. dép. de Loire-Atlantique, fonds de la sous-préfecture de Châteaubriant, 43 W 152 (février 1941). Note de service 153/M de Louis Leclercq au commandant du détachement de La Forge, 1^{er} février 1941.

91. Arch. dép. de Loire-Atlantique, fonds de la sous-préfecture de Châteaubriant, 43 W 159. Consignes générales pour le détachement de gendarmerie du camp de Choisel par

sait que des communistes et des indésirables vont être internés à Choisel. Ainsi, il en profite pour transformer le « camp de concentration de nomades » en « centre de séjour surveillé pour indésirables français », auquel le règlement du 29 décembre 1940 fait référence. Pour le Capitaine, les gendarmes sont maintenant à son service. Mais ceux-ci n'acceptent pas cette nouvelle situation, et une dualité de fait s'installe. Cette dualité a pour origine l'incompatibilité qui existe entre les nouvelles consignes en date du 2 mars et le règlement du 29 décembre 1940 : alors que l'article 1 des nouvelles consignes place le camp sous l'entière responsabilité du sous-lieutenant commandant la section de gendarmerie de Châteaubriant, l'article 1 du règlement le place sous l'entière responsabilité du chef de camp, c'est-à-dire du Capitaine. Celui-ci constate l'existence de cette dualité et en parle au sous-préfet⁹² qui tente de régler le problème en déclarant au Capitaine qu'il doit faire respecter son autorité selon le règlement du 29 décembre 1940⁹³.

À la différence de La Forge, les gendarmes, lorsqu'ils arrivent à Choisel, logent dans le camp. Leurs effectifs augmentent parallèlement à l'augmentation du nombre d'internés : ils passent de vingt-et-un le 26 avril à quarante le 17 mai 1941, alors que le nombre d'internés, aux mêmes dates, passent de trois cent soixante-dix à six cent vingt-huit⁹⁴. Cependant, les effectifs de gendarmerie présents au camp ne croissent pas assez, et la surveillance est loin d'être optimale car elle est sectionnée⁹⁵. Après les évasions du 19 juin 1941, le réseau de barbelés entourant le camp est refait⁹⁶. Mais cela ne rassure pas suffisamment les gendarmes, qui se sentent faibles car désarmés, étant donné qu'il y a moins d'armes que de gendarmes dans le camp⁹⁷.

Ainsi, le fonctionnement de la garde et de la surveillance est loin d'être parfaitement organisé : en nombre insuffisant, les gendarmes sont épuisés, physiquement et moralement. Ils ne se sentent pas en confiance, et le chef de camp leur supprime une part de leurs privilèges dès l'arrivée à Choisel,

le lieutenant-colonel Pisson commandant la compagnie de gendarmerie de la Loire-Inférieure, 2 mars 1941.

92. Arch. dép. de Loire-Atlantique, fonds de la sous-préfecture de Châteaubriant, 43 W 152 (mars 1941), Rapport mensuel n° 1, mars 1941.

93. Ces consignes sont rappelées au Lieutenant Moreau le 16 décembre 1941. Arch. dép. de Loire-Atlantique, fonds de la sous-préfecture de Châteaubriant, 43 W 155 (décembre 1941). Lettre du sous-préfet à Charles Moreau, 16 décembre 1941.

94. Arch. dép. de Loire-Atlantique, fonds de la sous-préfecture de Châteaubriant, 43 W 148. Rapport n° 1 de Louis Leclercq au sous-préfet, 6 décembre 1940. Arch. dép. de Loire-Atlantique, fonds de la sous-préfecture de Châteaubriant, 43 W 152 (mai 1941). Rapport 568/M. de Louis Leclercq au sous-préfet, 17 mai 1941. *Ibidem*, (avril 1941), Situation d'effectifs des internés au 26 avril 1941, par l'adjudant Molé, 26 avril 1941. *Ibid.*, (mai 1941) Liste nominative du personnel employé à Choisel, de Louis Leclercq au sous-préfet, 25 mai 1941.

95. Rappelons qu'il existe trois îlots nettement séparés à l'intérieur du camp de Choisel : l'îlot nomade, l'îlot politique et l'îlot indésirable. Ces trois îlots nécessitent chacun une surveillance particulière.

96. Arch. dép. de Loire-Atlantique, fonds du cabinet du préfet, 1694 W 39. Rapport mensuel n° 6. Août 1941.

97. *Ibidem*. Lettre du préfet au préfet régional, 20 janvier 1942.

ce qui n'améliore guère leur moral. Mais cet épuisement des gendarmes n'est pas le seul argument révélateur du dysfonctionnement de l'organisation de la garde et de la surveillance du camp. Les différents changements qui ont lieu durant les dix-neuf mois d'existence du camp tendent eux aussi à mettre en relief ce dysfonctionnement : quatre consignes différentes sont données au détachement de gendarmerie, toutes en contradiction avec le règlement du 29 décembre 1940⁹⁸. De même, le personnel dirigeant est modifié plusieurs fois : il y a un régisseur et deux chefs de camp successifs⁹⁹ ; à la suite des évasions de juin 1941, la rotation des trois adjudants est remplacée par un seul homme qui quitte lui-même le camp un mois avant sa fermeture définitive¹⁰⁰.

L'administration du camp

Lors de l'arrivée du Capitaine Leclercq et de Pierre Brellier au camp, les 27 et 30 novembre 1940, toute l'organisation du camp reste à monter¹⁰¹. Dans un premier temps, le Capitaine se charge d'établir la comptabilité du camp, ouvrant plusieurs registres, dont un inventaire du matériel, un carnet des consommations et un livre-journal des recettes et des dépenses¹⁰². Il tape aussi lui-même les rapports qu'il adresse au sous-préfet. En parallèle, il tente d'organiser au mieux le service sanitaire afin de lutter contre les poux et les maladies ; l'infirmière Simone Fignon prend sa suite lors de son arrivée au camp le 30 décembre 1940. Pierre Brellier se charge, quant à lui, d'assurer le bon ravitaillement du camp. Mais, là encore, c'est le Capitaine qui croule sous les plaintes : en conséquence des problèmes de crédits rencontrés, les fournisseurs ne sont pas payés ; c'est au Capitaine, et non à Pierre Brellier, qu'ils vont se plaindre de cet état des choses. Certains fournisseurs en arrivent même à cesser de fournir le camp, tel Lucas, fournisseur de boissons¹⁰³. Le Capitaine doit aussi faire face aux plaintes des habitants de Moisdon-la-Rivière, qui ne veulent pas des nomades dans leur village¹⁰⁴, et à celles des nomades, qui souhai-

98. Il s'agit des consignes du 4 novembre 1940, et des 2 mars, 28 juin et 30 août 1941. Les consignes du 4 novembre sont données à l'ouverture du 1^{er} camp ; celles du 2 mars, suite au transfert à Choisel ; celles du 28 juin, suite aux évasions du 19 juin. Enfin, celles du 30 août sont données au détachement de gendarmerie qui accompagne les nomades à La Forge lors de leur transfert en septembre 1941.

99. Le régisseur Georges Ardoise, les chefs de camp Louis Leclercq et Charles Moreau.

100. Les trois adjudants David, Molé et Lucas, puis le sous-lieutenant Touya (qui devient lieutenant en octobre 1941), puis le capitaine Biteau.

101. Arch. dép. de Loire-Atlantique, fonds de la sous-préfecture de Châteaubriant, 43 W 148. Rapport n° 1 de Louis Leclercq au sous-préfet, 6 décembre 1940.

102. Arch. dép. de Loire-Atlantique, fonds de la sous-préfecture de Châteaubriant, 43 W 152 (février 1941). Lettre 203/M de Louis Leclercq au Trésorier Général de la Loire-Inférieure, 10 février 1941.

103. *Ibidem*, (février 1941). Lettre de Lucas à Louis Leclercq, 9 février 1941.

104. *Ibid.* (février 1941). Note de service 153/M de Louis Leclercq à l'adjudant commandant le détachement de La Forge, 1^{er} février 1941. C'est notamment le maire de la com-

tent protéger leurs biens¹⁰⁵. Débordé, le personnel civil finit par devenir inefficace dans l'exercice de ses fonctions, et ce malgré l'emploi dès le 15 mai d'une secrétaire afin d'aider le gestionnaire et le chef de camp. Ce débordement est d'autant plus important que le nombre d'internés ne cesse d'augmenter si bien que le Capitaine en arrive à faire travailler des politiques¹⁰⁶. Mais, après les évasions du 19 juin 1941, le camp est réorganisé ; du personnel est embauché afin de tenter de l'administrer de manière correcte.

Le préfet s'implique peu dans la gestion du camp puisque, dès l'ouverture, il confie la responsabilité du camp à son chef de cabinet et au sous-préfet. Le chef de cabinet sert d'intermédiaire entre la *Feldkommandantur* et le sous-préfet. C'est aussi lui qui s'occupe des dossiers concernant les demandes de libération. Le sous-préfet, quant à lui, sert d'intermédiaire entre le chef de camp et le chef de cabinet, ainsi qu'entre le chef de camp et le *Kreiskommandant* de Châteaubriant. Il est responsable du camp. Le chef de camp supervise l'organisation générale du camp, telle l'organisation du ravitaillement, l'organisation sanitaire, l'organisation de la garde et de la surveillance, l'organisation du temps des internés, etc. Mais il a surtout un rôle d'éducateur envers tous les internés¹⁰⁷. Cependant, à La Forge-Choisel, le chef de camp, débordé par ses autres fonctions, ne peut remplir cette tâche. Pierre Brellier arrive au camp le 30 décembre 1940, apportant sa contribution en tant que gestionnaire. Il a pour tâche d'assurer le ravitaillement en nourriture et en chauffage du camp, ainsi que l'entretien des internés. La secrétaire devient secrétaire-comptable en novembre 1941, une dactylographe qui rédige les différents rapports relatifs au camp et un vaguemestre¹⁰⁸ qui s'occupe de censurer le courrier sont embauchés.

L'emploi du personnel est perturbé par le manque permanent de crédits : le chef de camp n'est autorisé à employer une secrétaire qu'en mai 1941, et le reste du personnel n'est embauché qu'en conséquence des évasions du 19 juin 1941. De même, le manque de crédits perturbe la stabilité du person-

mune qui se plaint des nomades qui viennent l'importuner à son domicile pour lui faire part de leurs réclamations.

105. *Ibid.*, (janvier 1941). Lettre de Louis Leclercq au sous-préfet, 13 janvier 1941. Les internés n'ont touché aucune allocation depuis leur concentration. *Ibid.*, (janvier 1941), Lettre 110/M de Louis Leclercq au maire de La Chevallerais, 22 janvier 1941. Prenons l'exemple d'Anne-Marie Jegouzo : lors de son internement, elle a dû abandonner sa roulotte sur le territoire de la commune de La Chevallerais et elle demande qu'elle soit mise à l'abri afin d'éviter pillage et destruction.

106. Ces internés donnent des informations au « comité de direction », organisation clandestine interne qui coordonne la plus grande partie du camp. Après les évasions du 19 juin, les internés ne jouent plus aucun rôle dans la gestion du camp. MACÉ, François, *La Forge et Choisel...*, *op. cit.*, p. 62-76.

107. Arch. dép. de Loire-Atlantique, fonds de la sous-préfecture de Châteaubriant, 43 W 155 (décembre 1941). Lettre du sous-préfet à Charles Moreau, 16 décembre 1941.

108. Arch. dép. de Loire-Atlantique, fonds du cabinet du préfet, 1694 W 39, Rapport mensuel, novembre 1941. Le vaguemestre est chargé du service postal. Au camp, cela implique qu'il est chargé de la censure du courrier.

nel. Ainsi, durant les dix-neuf mois d'existence du camp, l'administrateur est remplacé deux fois; trois personnes se succèdent au poste de secrétaire. Ces changements sont signe de l'épuisement moral du personnel civil; rappelons que le Capitaine donne trois fois sa démission¹⁰⁹. Les trois fois, il met en avant les mauvaises conditions matérielles et morales dans lesquelles il vit. Enfin, le manque de crédits perturbe la stabilité du camp même. En effet, les nombreuses difficultés rencontrées dans l'organisation administrative du camp sont la conséquence de ces problèmes financiers. Par trois fois, elles entraînent un changement de camp : le transfert à Choisel fin février 1941 suite aux problèmes sanitaires; le retour des nomades à La Forge en septembre 1941 suite aux problèmes de place rencontrés; et la fermeture du camp en mai 1942 suite, notamment, à l'incapacité effective des autorités françaises concernant l'organisation du camp.

L'organisation sanitaire du camp

Le service médical et sanitaire du camp est placé sous l'autorité du Dr Faivre, Médecin Inspecteur de la Santé des Services d'Hygiène du Département de la Loire-Inférieure. Il donne au personnel médical les instructions nécessaires à la bonne marche du camp. À La Forge, puis à Choisel, il nomme un médecin chargé d'assurer le service médical. Ce médecin a peu de temps à consacrer aux internés puisqu'il garde sa clientèle extérieure. À La Forge, le Dr Bourigault est chargé de ce service médical; il vient deux heures par jour ausculter les internés qui le souhaitent. Après le transfert des internés à Choisel, le Dr Faivre nomme un nouveau médecin, le Dr De Paolo. Rapidement débordé par l'augmentation du nombre d'internés, il est autorisé à recourir aux services de deux internés médecins de l'îlot politique, le Dr Ténine et le Dr Babin. Ces deux médecins sont placés sous le contrôle des infirmières afin d'éviter toute propagande. Un autre médecin est nommé par le Dr Faivre pour intervenir en qualité d'expert : il doit juger si l'hospitalisation d'un interné est nécessaire ou pas. Le Dr Bernier est nommé à La Forge et remplacé à Choisel par le Dr Goubin.

Cependant, ce ne sont pas tous ces médecins qui assurent réellement le service médical du camp, mais les infirmières. Elles aussi sont nommées par le Dr Faivre mais, à la différence des médecins, elles logent au camp et s'occupent donc à temps complet des internés. Dans un premier temps, Simone Fignon, qui arrive le 30 décembre 1940 à La Forge, assure seule le service infirmier mais, bien que très compétente¹¹⁰, elle croule vite sous le poids du travail. Le Dr Faivre nomme alors une seconde infirmière, qui arrive à Choisel le 1^{er} avril 1941, Henriette Michaud, puis une troisième infirmière le 24 juin, M^{lle} Maynier. Lors du transfert des nomades à La Forge en septembre 1941, M^{lle} Maynier accepte de partir avec eux. Elle est rapide-

109. Le 7 janvier, le 2 mai et fin septembre 1941.

110. Arch. dép. de Loire-Atlantique, fonds de la sous-préfecture de Châteaubriant, 43 W 152 (janvier 1941). Lettre 66/M de Louis Leclercq au sous-préfet, 7 janvier 1941.

ment aidée d'une sage-femme¹¹¹. À Choisel, il reste alors deux infirmières, M^{lle} Michaud et M^{lle} Lallier, qui remplace M^{lle} Fignon.

Un premier problème entrave la bonne marche du service médical du camp : la lenteur de l'installation des locaux nécessaires. En effet, que ce soit à La Forge ou à Choisel, l'infirmerie met plus de deux mois à se mettre en place¹¹². Rapidement, les infirmières doivent faire face à un second problème : étant donné le nombre d'enfants en bas âge, il est nécessaire de créer une pouponnière. Souhaitée dès janvier 1941, elle n'ouvre ses portes qu'en avril¹¹³; mais elle ne fonctionna jamais correctement. Le dernier problème rencontré par les infirmières, et probablement le plus inquiétant, est leur difficulté à se procurer des médicaments et des pansements. Cette pénurie perturbe le fonctionnement du service médical du camp durant toute son existence¹¹⁴. En cas de maladies graves, les malades sont transférés à l'extérieur, d'abord à l'hôpital de Châteaubriant, puis à l'hôtel-Dieu de Nantes dès le 15 avril 1941, par suite du manque de place de l'hôpital de Châteaubriant. De même, afin d'alléger le travail des infirmières, les femmes enceintes sont envoyées pour accoucher à la maternité de Gâtines, à Issé. Cependant, toutes n'y vont pas : les femmes préfèrent en effet cacher leur grossesse jusqu'au bout afin de pouvoir rester avec leur famille lors de l'accouchement. Enfin, en cas de troubles dentaires, oculaires ou auditifs, les internés se font soigner par des spécialistes qui exercent à Châteaubriant. Seul le dentiste accepte de se déplacer jusqu'au camp¹¹⁵.

Un camp dur ?

Des nomades démunis

Lors de leur arrestation, il arrive que les nomades abandonnent leur roulotte, et donc leur matériel, les gendarmes n'ayant aucun moyen matériel de les transporter jusqu'au camp. Ces biens abandonnés sont perdus définitivement pour les nomades. C'est ce qui arrive par exemple à M^{me} Jegouzo,

111. Arch. dép. de Loire-Atlantique, fonds de la sous-préfecture de Châteaubriant, 43 W 155 (décembre 1941). Rapport sur le camp des nomades de Moisdon-la-Rivière, par une assistante sociale principale, au sous-préfet, 8 décembre 1941.

112. Arch. dép. de Loire-Atlantique, fonds de la sous-préfecture de Châteaubriant, 43 W 152 (janvier 1941). Lettre 66/M de Louis Leclercq au sous-préfet, 7 janvier 1941. *Ibidem*, (janvier 1941). Rapport de Simone Fignon au sous-préfet, 27 janvier 1941. *Ibid.* (avril 1941). Rapport hebdomadaire n° 11 de Simone Fignon au Dr Faivre, 13 avril 1941.

113. *Ibid.* (janvier 1941). Rapport de Simone Fignon au sous-préfet, 27 janvier 1941. *Ibid.* (avril 1941). Rapport hebdomadaire n° 11 de Simone Fignon au Dr Faivre, 13 avril 1941.

114. *Ibid.*, (avril 1941), Rapport mensuel n° 2, avril 1941. *Ibid.*, (avril 1941), Rapport hebdomadaire n° 13 de Henriette Michaud au Dr Faivre, 28 avril 1941. Arch. dép. de Loire-Atlantique, fonds du cabinet du préfet, 1694 W 39, Rapport mensuel n° 3, mai 1941.

115. Arch. dép. de Loire-Atlantique, fonds du cabinet du préfet, 1694 W 39. Rapport sur Choisel, par Charles Moreau au sous-préfet, 17 janvier 1942. Un cabinet de dentiste est installé fin 1941 à Choisel.

dont la roulotte a été mise à sac après son abandon à La Chevallerais¹¹⁶. Cependant, en majorité, les nomades parviennent à amener leurs roulottes à La Forge, où ils sont autorisés à y loger. Ils sont alors, en quelque sorte, des privilégiés puisqu'ils peuvent continuer à vivre en famille dans leur propre habitat, alors que ceux qui ont dû abandonner leurs roulottes vivent dans des dortoirs¹¹⁷. Mais cette situation ne dure pas. En effet, lors du transfert des nomades à Choisel, les roulottes partent avec leurs propriétaires vers le nouveau camp mais les internés n'ont plus l'autorisation d'y vivre, devant tous loger en dortoir. Et, lors du retour des nomades à La Forge, les roulottes n'accompagnent pas leurs propriétaires et restent à Choisel. Ainsi, en septembre 1941, tous ont perdu leur habitat et leur matériel. En sus de leurs biens matériels, les nomades internés perdent aussi leur argent. Dans un premier temps, ils sont autorisés à le garder sur eux mais plus aucune allocation ne leur est versée dès lors qu'ils sont internés¹¹⁸. Finalement, n'étant plus autorisés à garder leur argent, ils doivent le déposer au bureau du gestionnaire du camp, probablement là encore en conséquence de leur renvoi à La Forge¹¹⁹. Non seulement les nomades internés se retrouvent petit à petit démunis, mais ils doivent aussi subir les problèmes de ravitaillement rencontrés par le chef de camp. Comme tous les autres internés, les nomades sont soumis au rationnement alimentaire; cette mesure est d'autant plus grave pour eux que, à la différence des autres internés, ils ne peuvent guère recevoir de colis de la part de leurs familles, celles-ci étant aussi internées.

En effet, de nombreux problèmes sont rencontrés par le chef de camp et ses collaborateurs dans l'organisation du ravitaillement du camp. Les causes en sont d'abord l'absence de crédits; comme nous l'avons vu précédemment, les relations entre les fournisseurs et le personnel administratif du camp s'en trouvent perturbées, et ce durant toute l'existence du camp¹²⁰. Une deuxième cause est la non-possession de tickets de rationnement chez la grande majorité des internés : le gestionnaire du camp ne peut pas, sans tickets, obtenir les quantités de nourriture nécessaires au ravitaillement du camp¹²¹. Enfin, une dernière cause, la plus importante, est la rareté des aliments même, rareté qui s'aggrave alors même que le nombre d'internés ne cesse d'augmenter¹²². Là encore, ce problème ne fait que s'accroître durant toute l'existence du camp. Le problème du ravitaillement est donc réel; et

116. Arch. dép. de Loire-Atlantique, fonds de la sous-préfecture de Châteaubriant, 43 W 152 (janvier 1941), Lettre 110/M de Louis Leclercq au maire de La Chevallerais, 22 janvier 1941.

117. *Ibidem*, (janvier 1941). Rapport de Simone Fignon au sous-préfet, 27 janvier 1941.

118. *Ibid.*, (juillet 1941). Lettre du sous-préfet à M. Léauté de la préfecture de Nantes, 24 juillet 1941.

119. Rappelons que tout le personnel administratif reste au camp de Choisel lors du renvoi des nomades à La Forge.

120. Arch. dép. de Loire-Atlantique, fonds de la sous-préfecture de Châteaubriant, 43 W 152 (février 1941). Lettre de M. Lucas à Louis Leclercq, 9 février 1941.

121. *Ibid.*, (janvier 1941). Lettre 64/M de Louis Leclercq au sous-préfet, 7 janvier 1941.

122. *Ibid.*, (avril 1941). Lettre 387/M de Louis Leclercq au Président du groupement de répartition des légumes secs pour la Loire-Inférieure, 7 avril 1941.

tous, aussi bien les internés¹²³ que les personnes responsables du camp¹²⁴, ont conscience que la nourriture est insuffisante et déséquilibrée.

À la pénurie alimentaire s'ajoute, en hiver, celle des combustibles. Non seulement de nombreux bâtiments de La Forge sont inchauffables de par leur nature même¹²⁵, mais, comme le constate le Capitaine fin décembre 1940, il est de plus en plus difficile de trouver du combustible pour le camp. Les internés protestent alors, ainsi M^{me} Duchêne fin décembre 1940¹²⁶. Cette situation est d'autant plus pénible que l'hiver 1940-1941 est un hiver très rude. Début janvier 1941, les nomades doivent faire face à la gelée, puis à la pluie, et la neige arrive début février. Le beau temps ne revient qu'à la mi-juin, soit six mois après que le Capitaine ait constaté le manque de combustibles. Rapidement, une nouvelle pénurie vient encore aggraver la situation, celle de vêtements et couvertures. Constatée début mars 1941 par le Capitaine¹²⁷, elle dure elle aussi jusqu'à la fermeture du camp, et ce malgré l'intervention du Secours National¹²⁸ et d'une assistante sociale¹²⁹.

Des problèmes d'hygiène

Concernant ce camp, le choix de son emplacement même a été décisif¹³⁰. La Forge est une ancienne usine de charbon, réutilisée ici dans le but de concentrer des nomades. Sa cour, recouverte de scories, est inondée à la moindre pluie par le ruisseau qui s'y trouve. Or, les deux hivers passés à La Forge sont extrêmement pluvieux. Ainsi, durant les dix-neuf mois d'existence du camp, les nomades vivent plus de treize mois dans un camp insalubre car boueux. L'habitat n'est guère meilleur. Certains nomades vivent dans de grands bâtiments sans toiture, donc impossibles

123. Arch. dép. de Loire-Atlantique, fonds de la sous-préfecture de Châteaubriant, 43 W 153 (août 1941). Bulletin de renseignements n° 33, 18 août 1941.

124. Rapport sur le camp de La Forge par le Dr Aujaleu, inspecteur général de la Santé et de l'Assistance, 9 mars 1942. Ce rapport est en partie retranscrit dans l'ouvrage de PESCHANSKI, Denis, *Les Tsiganes en France, 1939-1946*, Paris, 1994, p. 63-64. L'auteur a trouvé ce rapport aux Archives nationales, sous la côte AN F7 15100.

125. Les dortoirs, deux grandes salles très hautes de plafonds et mal couvertes, sont très difficiles à chauffer.

126. Arch. dép. de Loire-Atlantique, fonds de la sous-préfecture de Châteaubriant, 43 W 152 (décembre 1940). Lettre de M^{me} Duchêne au préfet, fin décembre 1940.

127. *Ibidem*, (mars 1941). Lettre 268/M. de Louis Leclercq au Président du Secours National pour la Loire-Inférieure, 9 mars 1941.

128. *Ibid.* (avril 1941). Rapport hebdomadaire n° 10 de Simone Fignon au Dr Faivre, 6 avril 1941.

129. Arch. dép. de Loire-Atlantique, fonds de la sous-préfecture de Châteaubriant, 43 W 155 (décembre 1941). Rapport de l'assistante sociale principale au sous-préfet, 8 décembre 1941.

130. J'étudierai ici essentiellement les périodes durant lesquelles les nomades furent internés au camp de La Forge : de novembre 1940 à février 1941, et de septembre 1941 à mai 1942. J'ai trouvé peu d'informations concernant l'environnement sanitaire de Choisel, bien qu'il semblerait qu'il fut meilleur. Cependant, c'est à La Forge que les nomades ont passé le plus de temps, et c'est pour cela que j'insiste plus particulièrement sur ces deux périodes.

à chauffer ; d'autres vivent entassés à dix ou douze dans leurs roulottes. Et, dès septembre 1941, tous logent dans des baraques de type Adrian, entassés les uns sur les autres. Aux problèmes engendrés par le choix du site et par l'état des bâtiments s'ajoutent ceux liés au manque de matériel sanitaire. Aucun système de douches, de désinfection et d'étuvage n'existe à La Forge. Deux lavabos sont installés, mais seulement en septembre 1941. Et, tout comme les WC, ils sont en nombre insuffisants. Ainsi, rien n'est fait pour permettre aux nomades d'avoir une bonne hygiène corporelle, et les maladies se développent rapidement.

Les maladies viennent parfois de l'extérieur : en effet, à leur arrivée au camp, certains internés sont déjà malades. Dans un premier temps, ces maladies restent bénignes. Mais, dès mai 1941, les premiers politiques arrivent au camp, apportant avec eux une maladie bien plus dangereuse, la tuberculose. Huit mois plus tard, deux cas de tuberculose sont diagnostiqués chez les nomades¹³¹. D'autres maladies apparaissent en raison de l'insalubrité même du lieu. Ce sont majoritairement des maladies de peau ; ainsi, les cas de gale et d'impétigo sont diagnostiqués en grand nombre. Poux et lentes envahissent le camp. À ces maladies s'ajoutent celles liées au froid, tels les rhumes et les bronchites, qui touchent principalement les jeunes enfants. Dès janvier 1941, des maladies liées au déséquilibre alimentaire font leur apparition : de nombreux enfants sont atteints d'entérite, alors que les adultes sont pris d'embarras gastriques. Enfin, d'autres maladies circulent qui ne touchent que les nomades, et ce probablement en raison de la grande quantité d'enfants présents parmi eux. De fin mars à début mai 1941, une épidémie de varicelle ravage l'îlot nomade ; elle est suivie par une de coqueluche, à laquelle succède rapidement une vague de rougeole.

Si les maladies touchant les nomades sont rarement mortelles, parfois certaines finissent tout de même par une fin malheureuse. Ainsi, de novembre 1940 à mai 1942, au moins dix-huit nomades décèdent au camp de La Forge-Choisel¹³². Les enfants en bas âge sont les individus les plus touchés puisque, sur les dix-huit décès recensés, on trouve dix enfants âgés de dix-huit jours à trois ans. Les plus faibles périssent donc.

Le personnel civil du camp admet sans problème cet état des choses. Mais, à ses yeux, ce ne sont ni les problèmes de ravitaillement, ni les problèmes sanitaires qui sont en cause : seuls les parents sont responsables de la mort de leurs enfants. En effet, les nomades se montrent très méfiants

131. Arch. dép. de Loire-Atlantique, fonds de la sous-préfecture de Châteaubriant, 43 W 155 (janvier 1942). Lettre 1893/M de Charles Moreau au sous-préfet, 2 janvier 1942. Arch. dép. de Loire-Atlantique, fonds du cabinet du préfet, 1694 W 34. Rapport 53 du commissaire principal de la Police nationale (chef de services des renseignements à Nantes) au préfet, 20 janvier 1942.

132. Dix enfants de moins de trois ans. Trois inconnus. Cinq hommes adultes. Voir Arch. dép. de Loire-Atlantique, fonds du cabinet du préfet, 1694 W 34 et 1694 W 39 ; et fond de la sous-préfecture de Châteaubriant, 43 W 152 (janvier, février et mai 1941) et 43 W 155 (décembre 1941). Sur les dix enfants, sept meurent à La Forge, dont six lors du premier passage des nomades dans ce camp.

envers les gens qu'ils considèrent comme responsables de leur internement, les Allemands, mais surtout les Français. Et ils refusent donc souvent que leurs enfants se fassent soigner à l'infirmerie ou à l'extérieur du camp. Mais ils s'inquiètent de leur sort : ils n'hésitent pas en effet à demander qu'un médecin vienne de l'extérieur les ausculter en leur présence, et ce à leurs frais¹³³. Cependant, pour les personnes responsables du camp, les nomades sont des parents indignes qui ne s'intéressent guère à leurs enfants¹³⁴.

Un camp réputé dur

Les internés prennent conscience de vivre dans un camp « dur », en partie grâce aux quelques lettres que certains internés reçoivent de leurs familles, internées dans d'autres camps, et qui leur permettent d'établir des comparaisons¹³⁵. Mais, plus que ces rares courriers, ce sont les conditions de vie elles-mêmes qui font que les nomades ont conscience de leur situation. Bien que le capitaine soit lui aussi conscient de cette situation, il ne souhaite pas que cet état des choses soit modifié puisque « [...] les nomades sont traités ici [à La Forge] avec humanité¹³⁶ ». Cependant, dès juillet 1941, le Lieutenant Moreau sait reconnaître que les nomades souffrent beaucoup¹³⁷. Enfin, les personnes extérieures au camp ont, elles aussi, conscience que les conditions de vie sont plus difficiles à La Forge que dans d'autres camps de nomades. Ainsi, fin 1941, une assistante sociale, venue visiter le camp quelques jours plus tôt, écrit ceci : « Dans cet immense taudis [...] vivent des êtres humains [...]. Cette description du camp ne traduit pas la compassion qu'en ressent le visiteur¹³⁸. » Cependant, si le camp de La Forge est connu chez certains pour ses dures conditions de vie, il est réputé pour sa sévère discipline chez d'autres, si bien que, en mai 1942, le préfet d'Ille-et-Vilaine y envoie une des familles nomades internée au camp de Rennes, afin de « dompter leur caractère sauvage¹³⁹ ».

Dès leur arrivée au camp, les nomades sont occupés à de multiples tâches, le travail étant ici le moyen de les rééduquer en leur inculquant

133. Arch. dép. de Loire-Atlantique, fonds de la sous-préfecture de Châteaubriant, 43 W 152 (février 1941). Lettre 166/M de Louis Leclercq au sous-préfet, 3 février 1941.

134. *Ibidem*, (janvier 1941). Lettre 79/M de Louis Leclercq au sous-préfet, 11 janvier 1941.

135. *Ibid.*, (février 1941). Lettre de M. et M^{me} Reinhart à Angélique Reinhart, 3 février 1941.

136. *Ibid.*, (janvier 1941). Lettre 126/M. de Louis Leclercq au sous-préfet, 25 janvier 1941.

137. Arch. dép. de Loire-Atlantique, fonds du cabinet du préfet, 1694 W 39. Rapport mensuel n° 5. Juillet 1941.

138. Arch. dép. de Loire-Atlantique, fonds de la sous-préfecture de Châteaubriant, 43 W 155 (décembre 1941). Rapport sur le camp des nomades de Moisdon-la-Rivière par une assistante sociale au sous-préfet, 8 décembre 1941.

139. Arch. dép. de Loire-Atlantique, fonds de la sous-préfecture de Châteaubriant, 43 W 156 (mars 1942). Lettre du sous-préfet au préfet, 19 mars 1942.

les codes de la société. Les hommes sont tout d'abord employés à l'aménagement et à l'entretien du camp, alors que les femmes s'occupent de la préparation des repas. Dès avril 1941, les hommes peuvent aussi travailler à l'atelier de vannerie ou au potager ; mais, après leur retour à La Forge, ils sont de nouveau astreints à s'occuper de l'entretien du camp.

Il est intéressant de constater que les nomades ne sont pas traités de la même manière que les politiques. Alors que les premiers sont occupés à des travaux d'entretien à longueur de journée, les seconds organisent différents cours, n'oubliant pas d'y intégrer un peu d'éducation physique. Ainsi, les tâches d'entretien quotidiennes ne durent pas plus de deux heures et demie chez les politiques, alors qu'elles durent sept heures trois quarts chez les nomades¹⁴⁰. Les internés qui refusent de se soumettre à la discipline sont envoyés dans le local disciplinaire qui existe au camp. Là encore, les nomades souffrent plus que les autres internés, car ils sont punis plus fréquemment. Ainsi, en mai 1941, quinze des dix-neuf punitions données concernent ces nomades¹⁴¹. Trois mois plus tard, en août, douze des dix-neuf punitions touchent cette catégorie d'internés¹⁴².

Le camp de La Forge peut effectivement être qualifié de camp le plus dur durant sa période d'existence, tout du moins sur le plan sanitaire. Non pas qu'ailleurs les conditions sanitaires aient été parfaites, mais il semblerait que le camp de La Forge ait cumulé à lui seul tous les problèmes existant dans les autres. Ainsi, tout comme le camp de Montsûrs, il est inondable¹⁴³. Tout comme ceux de La Morellerie et des Alliers, les bâtiments sont dégradés¹⁴⁴. Tout comme celui de Barenton, La Forge ne possède ni électricité, ni eau courante¹⁴⁵. Et tout comme celui de Linas-Montléry, La Forge est inchauffable¹⁴⁶. Le camp de La Forge est aussi l'un des deux camps les plus durs de son époque sur le plan disciplinaire, car il possède un local disciplinaire. Le seul autre camp pour nomades à en disposer dès 1941 est le camp de Poitiers, dans la Vienne¹⁴⁷. Ces

140. Arch. dép. de Loire-Atlantique, fonds de la sous-préfecture de Châteaubriant, 43 W 159. Rapport 301/M. de Louis Leclercq au sous-préfet, 19 mars 1941. Les nomades travaillent de 7 h 45 à 11 h 30 et de 14 heures à 18 heures Arch. dép. de Loire-Atlantique, fonds du cabinet du préfet, 1694 W 39. Rapport sur Choisel de Charles Moreau au préfet, 17 janvier 1942. Les politiques travaillent de 10 heures à 11 h 30 l'hiver, et de 9 h 30 à 11 h 30 l'été. Ils font quotidiennement du sport de 8 h 45 à 9 h 30 l'hiver, de 8 heures à 9 heures l'été. Leurs cours se déroulent de 14 heures à 18 heures quelle que soit la saison.

141. Arch. dép. de Loire-Atlantique, fonds du cabinet du préfet, 1694 W 39. Rapport mensuel n° 3. Mai 1941.

142. *Ibid.*, Rapport mensuel n° 6. Août 1941.

143. SIGOT, Jacques, « Les camps », dans *Études tsiganes*, n° 6, deuxième semestre 1995, p. 81-83. Montsûrs se trouve dans la Mayenne.

144. *Ibid.* p. 83-84 et 138-139. Le camp de La Morellerie se trouve en Indre-et-Loire ; celui des Alliers, en Charente.

145. *Ibid.*, p. 84-85. Le camp de Barenton se trouve dans la Manche.

146. *Ibid.*, p. 143-144. Ce camp se trouve en Seine-et-Oise.

147. *Ibid.*, p. 108-111.

deux camps ont pour point commun la mixité des populations qui y sont internées. En effet, le camp de Poitiers reçoit non seulement des nomades mais aussi des Espagnols et des Juifs ; les Allemands y sont donc présents, tout comme ils le sont à Choisel du fait de la présence des politiques. Et la discipline est de mise dans ces deux camps, d'où la présence d'un local disciplinaire.

Des nomades passifs ?

À La Forge, les nomades se montrent très remuants¹⁴⁸. Régulièrement, ils vont se plaindre de l'arbitraire de leur internement ou des mauvaises conditions de vie au camp. Aux plaintes s'ajoutent rapidement les requêtes. Certains internés demandent parfois des permissions de sortie, ou des permissions de visite. Cependant, fin mars 1941, une requête d'un genre différent est formulée : ils demandent à pouvoir assister au service religieux dominical ; ils souhaitent aussi que soient organisés le catéchisme et l'école pour les enfants¹⁴⁹. Mais la *Kommandantur* de Nantes refuse au prêtre l'entrée du camp¹⁵⁰, et les classes ne sont instaurées qu'en avril 1942¹⁵¹. Constatant que leurs nombreuses plaintes et requêtes restent globalement sans résultats, les nomades s'agitent davantage. Certains refusent de travailler¹⁵², d'autres encore d'obéir¹⁵³ ; certains tentent même de pousser leurs congénères à la révolte, sans succès¹⁵⁴. Quelques nomades font plus que s'agiter et protester : ils s'évadent. Ils sont les premiers à donner l'exemple aux autres internés. Au total, sept nomades s'évadent de La Forge-Choisel, dont une femme ; cinq sont finalement repris.

Si certains n'hésitent pas à recourir à l'évasion pour quitter le camp, d'autres choisissent de privilégier la voie légale, la demande de libération. De novembre 1940 à mai 1942, ces demandes sont très nombreuses : soixante-dix-huit ont été recensées dans les dossiers de la sous-préfecture de Châteaubriant et du cabinet du préfet¹⁵⁵. Dix-huit sont formulées par les intéressés eux-mêmes ; les autres le sont par un avocat ou par leurs familles. Généralement les réponses sont tardives, le chef de cabinet faisant

148. Arch. dép. de Loire-Atlantique, fonds du cabinet du préfet, 1694 W 39. Rapport mensuel n° 3. Mai 1941.

149. Arch. dép. de Loire-Atlantique, fonds de la sous-préfecture de Châteaubriant, 43 W 152 (mars 1941). Lettre 348/M de Louis Leclercq au sous-préfet, 29 mars 1941.

150. Arch. dép. de Loire-Atlantique, fonds de la sous-préfecture de Châteaubriant, 43 W 156 (février 1942). Rapport sur La Forge, de Charles Moreau au sous-préfet, 13 février 1942.

151. *Ibidem*, (mars 1942). Rapport du Dr Aujaleu sur La Forge, 9 mars 1942.

152. Arch. dép. de Loire-Atlantique, fonds de la sous-préfecture de Châteaubriant, 43 W 152 (mars 1941). Rapport hebdomadaire n° 7 de Simone Fignon au Dr Faivre, 14 mars 1941.

153. *Ibid.*, (mars 1941). Note 314/M de Louis Leclercq aux nomades, 21 mars 1941.

154. *Ibid.*, (juin 1941). Lettre 881/M de Louis Leclercq au sous-préfet, 12 juin 1941.

155. Arch. dép. de Loire-Atlantique, fonds de la sous-préfecture de Châteaubriant : 43 W 152 à 43 W 157. Arch. dép. de Loire-Atlantique, fonds du cabinet du préfet : 1694 W 34.

procéder à de nombreuses enquêtes avant de donner son avis. Cependant, la décision finale ne lui appartient pas : pour pouvoir libérer un interné, il faut obtenir l'accord des autorités allemandes. Dans un premier temps, celles-ci sont loin d'autoriser les sorties. Cependant, rapidement, les internés politiques deviennent plus intéressants, et les autorités allemandes décident alors de faire libérer certaines familles foraines. Ainsi, début novembre 1941, cent dix-sept forains sont libérés sur ordre allemand¹⁵⁶.

Afin de simplifier l'étude des demandes de libération, un nouveau système remplace la longue suite d'enquêtes dès décembre 1941. Une enquête de moralité est alors effectuée sur chaque interné adulte¹⁵⁷. Il en ressort que seuls trente-cinq des cent onze adultes présents au camp sont libérables. Ainsi, dorénavant, le chef de cabinet donne son avis en fonction des résultats de cette enquête mais les autorités allemandes restent les dernières à décider. Une fois libéré, l'intéressé n'est pas pour autant libre de ses mouvements. Les libérations sont toujours obtenues sous certaines conditions¹⁵⁸, et il est nécessaire que les libérés se fassent discrets. Il n'est donc pas aisé pour les internés d'obtenir leur libération, leur dossier passant dans de nombreuses mains. Cependant, selon les archives de la sous-préfecture de Châteaubriant et du cabinet du préfet, quarante-quatre individus et vingt-deux familles complètes sont libérés de novembre 1940 à mai 1942¹⁵⁹. Bien que considérables, ces chiffres ne cachent pas pour autant la réalité. Ainsi, alors que certains nomades ont obtenu leur libération, deux cent cinquante-sept sont envoyés à Mulsanne où ils restent internés¹⁶⁰.

•

L'étude précédente nous a permis de mettre en relief les failles existant dans l'organisation du camp. Les nombreux manques, associés aux nombreux changements, révèlent l'inorganisation effective du camp de La Forge-Choisel, inorganisation qui perdure de son ouverture à sa fermeture. Tous ces problèmes ont pour origine commune le problème de crédits. En effet, si les crédits nécessaires à l'entretien du camp sont débloqués dès mai 1941, ils arrivent trop tard : les problèmes d'organisation sont déjà bien ancrés. Ce problème financier a pour origine une question fondamentale, sur laquelle s'interrogent les autorités françaises dès 1940, et qui continue d'intriguer certains historiens à l'heure actuelle : les camps pour nomades présents en France sont-ils des camps français ou allemands ? La circulaire du 14 mai 1941 donne à l'époque une première réponse : ces camps pour nomades sont

156. Arch. dép. de Loire-Atlantique, fonds de la sous-préfecture de Châteaubriant, 43 W 154 (novembre 1941). Lettre 1644/M de Charles Moreau au sous-préfet, 13 novembre 1941.

157. Arch. dép. de Loire-Atlantique, fonds de la sous-préfecture de Châteaubriant, 43 W 155 (décembre 1941). Enquête de moralité sur les nomades, de l'inspecteur A. Guyomard au commissaire principal chef de la 13^e brigade régionale de Rennes, 29 décembre 1941.

158. Il faut montrer un certificat de résidence, certifiant que l'on a un domicile fixe, et un certificat de travail.

159. Arch. dép. de Loire-Atlantique, fonds de la sous-préfecture de Châteaubriant : 43 W 152 à 43 W 157. Arch. dép. de Loire-Atlantique, fond du cabinet du préfet : 1694 W 34.

160. Arch. dép. de Loire-Atlantique, fonds de la sous-préfecture de Châteaubriant, 43 W 158. Lettre du sous-préfet au préfet de la Sarthe, 5 mai 1942.

allemands, car créés sur ordre des autorités allemandes. Les frais d'entretien et d'hébergement des nomades sont alors imputés au budget « frais d'occupation ». Cependant, si les Allemands sont responsables de l'ouverture de ces camps, ce sont bel et bien les Français qui les administrent, par le biais des autorités préfectorales concernées. De plus, les Allemands se désintéressent totalement de la question des nomades une fois leur concentration effectuée. Leur seul souci est de ne pas en faire libérer un trop grand nombre. Ainsi, bien que les autorités préfectorales de la Loire-Inférieure administrent le camp de La Forge-Choisel sur ordre allemand, elles sont totalement responsables des conditions de vie existant dans ce camp, les Allemands n'intervenant pas dans l'organisation. Les autorités préfectorales de la Loire-Inférieure sont donc responsables de la discipline stricte imposée aux nomades dès 1940, ceux-ci n'étant pas seulement concentrés mais internés puisqu'ils ne peuvent plus sortir du camp sans escorte, alors que dans le camp de Rennes¹⁶¹, par exemple, ils peuvent circuler librement pendant la journée. Cette stricte discipline est encore renforcée après le transfert des nomades à Choisel au début de mars 1941 et l'arrivée des communistes dès mai 1941. Ainsi, la mixité du camp serait cause du renforcement de la discipline : les Allemands s'intéressent aux internés politiques de Choisel ; il faut donc que tout le camp soit bien « ordonné », même si les nomades n'intéressent guère ces mêmes Allemands. Les autorités préfectorales sont aussi responsables des problèmes sanitaires et médicaux qui existent au camp : si elles n'en sont pas la cause, puisque seul le problème de crédits est à l'origine de cela, elles ne font rien pour améliorer la situation.

Ainsi, de par la discipline stricte et les nombreux problèmes d'ordre sanitaire rencontrés par les nomades qui y sont internés, le camp de La Forge-Choisel est, en France, l'un des camps pour nomades les plus durs de ceux étudiés jusqu'à présent, pour la période 1940-1942. Mais est-il, en France, le camp pour nomades le plus dur de toute la Seconde Guerre mondiale ? Cette question reste en suspens. Pour pouvoir l'affirmer, il faudrait disposer de travaux sur chaque camp ayant existé pendant cette guerre, ces travaux nous permettant ensuite d'établir des comparaisons ; mais pour l'instant, ils restent très rares. Il se peut donc que d'autres camps aient été plus durs que La Forge-Choisel.

Le 13 mai 1942, le camp de La Forge-Choisel est fermé suite au transfert des nomades vers celui de Mulsanne, dans la Sarthe. Quelques mois plus tard, le 5 août, les nomades internés à Mulsanne sont transférés à Montreuil-Bellay, camp pour nomades du Maine-et-Loire. Selon l'étude menée par Jacques Sigot au début des années 1980¹⁶², les conditions de vie à Montreuil-Bellay étaient quelque peu similaires à celles connues par les nomades en Loire-Inférieure. Jacques Sigot évoque quelques améliorations des conditions de vie propres au camp dès 1944, notamment en ce qui concerne le ravitaillement. Mais, dès juillet de cette même année, le camp est constamment bombardé par les

161. Camp pour nomades d'Ille-et-Vilaine.

162. SIGOT, Jacques, *Un camp pour les Tsiganes...*, *op. cit.*

avons alliés ; il est alors vidé et les nomades sont transférés quelques kilomètres plus loin, à la Motte-Bourbon. Puis, dès octobre, ils sont renvoyés à Montreuil-Bellay. En janvier 1945, alors que le Maine-et-Loire est libéré depuis l'été 1944, les nomades sont transférés au camp de Jargeau, dans le Loiret. Ils ne connaissent donc pas la Libération en même temps que les habitants des communes environnantes. Cette attitude ne fait que responsabiliser un peu plus les autorités préfectorales du Maine-et-Loire, non seulement responsables des conditions d'internement des nomades pendant la guerre (au même titre que les autorités préfectorales de la Loire-Inférieure), mais aussi responsables (au même titre que les autorités préfectorales du Loiret) de leur internement après la Libération. Le camp de Jargeau ne ferme définitivement ses portes que le 31 décembre 1945.

Cependant, bien qu'internés de 1940 à 1946¹⁶³, les nomades ont, pendant longtemps, été oubliés de la mémoire collective. Les Français ont gardé le souvenir des internés politiques, puis les Juifs se sont rappelés à leur mémoire ; mais les nomades sont tombés dans l'oubli. Dans son étude effectuée à la fin de années 1990, E. Filhol¹⁶⁴ nous explique que sur vingt-deux communes questionnées, onze ne connaissaient pas l'existence d'un camp pour nomades sur leur territoire. De plus, les communes qui n'ont pas oublié ne rendent pas forcément hommage à ces nomades internés. Sur les vingt-deux communes questionnées par E. Filhol, quinze ont déclaré ne pas vouloir en savoir plus, car cela ne les intéresse pas. De même, sur les trente-et-une communes visitées par E. Filhol, seules sept ont fait installer une stèle en mémoire des nomades internés sur leur territoire. À Châteaubriant, la stèle installée ne fait pas mention des nomades internés à Choisel de mars à septembre 1941. Seuls les résistants sont mentionnés. Selon E. Filhol, la commune n'était pas au courant de l'internement des nomades à Choisel, et elle aurait souhaité en savoir plus. Ce n'est pas le cas de la commune de Moisdon-la-Rivière : non seulement aucune stèle n'existe en mémoire des nomades internés à La Forge de novembre 1940 à février 1941 et de septembre 1941 à mai 1942 mais la commune se désintéresse, semble-t-il, de la question. Seul un habitant, Monsieur Roger Lorfèvre, s'intéresse à cette question, suscitant apparemment le désaccord de la commune. Ainsi, toujours victimes de l'animosité collective, les nomades, de même que leur histoire, intéressent peu. Cependant, oublier ne signifie pas annuler : ces camps ont bel et bien existé, et de plus en plus d'anciens internés témoignent aujourd'hui, brisant ainsi le mur du silence imposé par tous depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

163. Dans son ouvrage *Les Tsiganes en France, 1939-1946*, p. 47, Denis Peschanski recense, vingt-sept camps pour nomades ayant existé pendant la guerre. Il se peut qu'il y en ait eu d'autres, car certaines archives ne font pas mention des camps ayant existé dans leur commune ou leur département : ainsi, le camp de Pontivy n'est mentionné dans aucun texte d'archives ; seuls les témoignages d'anciens internés, recoupés avec ceux des anciens habitant la commune, ont permis de prendre connaissance de l'existence de ce camp ouvert de octobre à novembre 1940.

164. FILHOL, Emmanuel, *La mémoire et l'oubli... op. cit.*, p. 43-58 et 78-84.

Bibliographie

- ASSÉO, Henriette, « La perception des Tsiganes en France et en Allemagne (1870-1930) » dans GUESLIN André, KALIFA Dominique (dir.), *Les exclus en Europe, 1830-1930*, Paris, 1999, 480 p.
- BERNADAC, Christian, *L'Holocauste oublié. Le massacre des Tsiganes*, Paris, 1979.
- BOUTIBI, Abdelali, BOURREAU, Eric, *Les Oubliés de Montreuil-Bellay, Candela Production et TV 10 Angers et Canal Cholet*, 1992 (film).
- CORTIADE, Marcel, « Le Zigeuner-Buch : quand les camps de concentration n'étaient encore que papier et encre », *Études tsiganes*, n° 6, 1995, p. 21-27.
- FILHOL, Emmanuel, « Un refoulé de l'histoire sous la catégorie de « déporté et interné politique » appliquée aux Tsiganes après la seconde guerre mondiale », *Études tsiganes*, n° 13, 2000, p. 165-170.
- FILHOL, Emmanuel, *La mémoire et l'oubli. L'internement des Tsiganes en France, 1940-1946*, Paris, 2004, 119 p.
- FINGS, Karola, Centre de recherches tsiganes (CRDP Midi-Pyrénées), *Les Tsiganes dans la Seconde Guerre mondiale*, Toulouse, 1997.
- GILLE, Marguerite, « Le statut juridique des Tsiganes après 1945 », *Études tsiganes*, n° 13, 2000, p. 77-80.
- GUENTER, Lewy, *La persécution des Tsiganes par les nazis*, Paris, 2003, 474 p.
- HANTARRÈDE, Guy, « Les Tsiganes au camp des Alliers (Angoulême) », *Études tsiganes*, n° 13, 2000, p. 120-131.
- HUBERT, Marie-Christine, « L'internement des Tsiganes en France », *Études tsiganes*, n° 13, 2000, p. 10-17.
- HUBERT, Marie-Christine, « Le camp de Saint-Maurice-aux-Riches-Hommes », *Études tsiganes*, n° 6, 1995, p. 197-210.
- HUBERT, Marie-Christine, *Les Tsiganes en France, 1939-1946. Assignment à résidence, internement, déportation*, thèse de Doctorat sous la direction du Professeur Jean-Jacques Becker, Université Paris-X-Nanterre, décembre 1997, 942 p.
- KENRICK, Donald, PUXON, Grattan, *Destins gitans*, Paris, 1995 (édition originale en 1972), 290 p.
- KENRICK, Donald, PUXON, Grattan, *Les Tsiganes sous l'oppression nazie*, Toulouse, 1996, 164p.
- PELTIER, Laurent, « Le camp de nomades des Salines d'Arc-et-Senans », *Études tsiganes*, n° 13, 2000, p. 31-56.
- PERNOT, Mathieu, « Les mémoires nomades : à propos du camp de Saliers », *Études tsiganes*, n° 13, 2000, p. 132-155.
- PESCHANSKI, Denis, *La France des camps. L'internement. 1938-1946*, Paris, 2002, 555 p.
- PESCHANSKI, Denis, *Les Tsiganes en France. 1939-1946*, Paris, 1994, 177 p.
- PONTY, Janine, *L'immigration dans les textes. France, 1789-2002*, Paris, 2003, 415 p.
- REYNIERS, Alain, « Vingtième siècle : du traitement policier au génocide », *Études tsiganes*, n° 6, 1995, p. 13-20.
- SIGOT, Jacques, dans : *Études tsiganes*, n° 6, 2^e semestre 1995, « Camp Allemand ou Camp Français ? », p. 35-56; « Ces nomades que l'on interne », p. 57-74; « Les camps », p. 79-147; « La mort dans les camps », p. 149-166; « Les villes et leurs camps », p. 167-170; « Après les camps », p. 171-196; dans *id.* n° 13, 2^e semestre 2000, « La longue marche vers l'internement des Tsiganes en France », p. 19-28.

- SIGOT, Jacques, *Un camp pour les Tsiganes... et les autres, Montreuil-Bellay, 1940-1945*, Bordeaux, 1983, 321 p.
- VALET, Joseph, « Gitans et Voyageurs d'Auvergne durant la guerre 1939-1945 », *Études tsiganes*, n° 6, 2^e semestre 1995, p. 211-219.
- VION, Pascal, *Le camp de Jargeau, juin 1940-décembre 1945. Histoire d'un camp d'internement dans le Loiret*, Orléans, 1995, 132 p.

RÉSUMÉ

Créé sur ordre des autorités allemandes, le camp pour nomades de La Forge-Choisel (Loire-Inférieure) accueillit plus de trois cent cinquante itinérants entre novembre 1940 et mai 1942. Dans ce camp placé sous la responsabilité des autorités locales françaises, les nomades connurent des conditions de vie très difficiles, probablement les plus difficiles de celles de tous les camps d'internement pour nomades situés sur le territoire français durant cette période. Cet article se propose ici de les décrire, d'en montrer toutes les difficultés et les mesures ayant été prises pour pallier les problèmes rencontrés. Il entreprend également de saisir la part de responsabilité des autorités allemandes et des autorités françaises vis-à-vis de cette mesure d'internement.

ABSTRACT

Created by order of the German authorities, the camp for the nomads of La Forge-Choisel (Loire-Inférieure, France) contained more than three hundred itinerants between November 1940 and May 1942. In this camp which was placed under the responsibilities of the local French authorities, the nomads endured very harsh living standards, probably the hardest of the internment camps for the nomads on the French territory at that time. This article relates the internment conditions of the nomads in that camp. It also shows all the difficulties and the measures taken to solve them. This article also has the ambition to measure the respective responsibilities of the German and French authorities in regards to the internment.